

**PROJET DE LOI DE FINANCES N° 70-15
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016**

PREMIERE PARTIE

**DONNEES GENERALES
DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

TITRE PREMIER

Dispositions relatives aux recettes publiques

I.- IMPOTS ET REVENUS AUTORISES

Article premier

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2016, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1) la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2) la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III.– Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

Droits de douane et impôts indirects

Article 2

I – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2016, à l'effet de :

- modifier ou suspendre par décrets à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation ainsi que les taxes intérieures de consommation prévus par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;
- modifier ou compléter par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du parlement dans la prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés les décrets ci-après indiqués, pris en vertu des dispositions de l'article 2 – I de la loi de finances n° 100-14 pour l'année budgétaire 2015 :

- décret n° 2-15-275 du 20 jourmada II 1436 (10 avril 2015) portant modification du droit d'importation applicable au blé tendre et à ses dérivés.
- décret n° 2-15-810 du 30 hija 1436 (14 octobre 2015) portant modification du droit d'importation applicable au blé tendre et à ses dérivés.

Code des douanes et impôts indirects

Article 3

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions des articles 15 et 45 *ter* du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 15 - 1° L'espèce douane ;

« 2°

« 3° Les décisions de classement tarifaire prises à la « demande du redevable ou à la suite d'un litige né à l'occasion « d'une opération en douane sont immédiatement exécutoires « à l'égard du demandeur informé et des parties au litige.

« Une décision de classement

(la suite sans modification.)

« Article 45 ter. – 1° L'administration fournit.....
« règlements douaniers.

« 2° L'administration fournit, également, à la demande
« des tiers et préalablement à la réalisation des opérations
« d'importation ou d'exportation, des décisions relatives aux
« renseignements contraignants dites «décisions anticipées»
« sur le classement tarifaire des marchandises, leur origine et
« leurs méthodes d'évaluation en douane.

« Les modalités d'octroi des décisions anticipées ainsi
« que les pièces constitutives du dossier accompagnant la
« demande sont fixées par voie réglementaire.

« La réponse de l'administration doit être communiquée
« dans un délai n'excédant pas 150 jours à compter de la date
« de réception de la demande.

« Les décisions anticipées précitées ont une durée de
« validité de 5 ans pour le classement tarifaire, de 3 ans pour
« les règles d'origine et d'un an pour les méthodes d'évaluation
« en douane.

« Lorsque les éléments sur la base desquels la décision
« anticipée a été prise ont été modifiés, l'administration peut
« l'annuler.

« Le demandeur du renseignement doit prouver dans
« la déclaration en douane que la marchandise déclarée
« correspond à tous égards à celle décrite dans sa demande
« de renseignements.

« La décision anticipée est réputée nulle, à compter
« de sa date d'entrée en vigueur, si elle a été délivrée sur
« la base d'indications fausses, inexactes ou incomplètes,
« communiquées par le demandeur.

« Sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 ci-après,
« les décisions anticipées sont publiées par l'administration
« par tous les moyens, notamment, au « bulletin officiel» ou
« dans un journal d'annonces légales et administratives.

« 3° les éléments d'information à caractère privé
« ou confidentiel affectant des tiers sont couverts par le
« secret professionnel et ne peuvent être communiqués sans
« l'autorisation expresse de la personne qui les a fournis.

« 4° Le secret professionnel n'est pas opposable dans
« le cadre des procédures judiciaires ou lorsqu'il s'agit
« des administrations fiscales ou des administrations et
« établissements chargés de l'élaboration des statistiques ou
« lorsque la loi prévoit la levée dudit secret. »

Tarif des droits de douane

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2016, le tarif des droits
d'importation fixé par l'article 4 §I de la loi de finances n° 25-00
pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000, promulguée
par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel
qu'il a été modifié et complété, est modifié comme suit :

Codification				Désignation des Produits	Droit d'Impor- tation	Unité de quantité normalisée	Unités complé- mentaires
1	04.05	0405.10	00	Beurre et autres matières grasses provenant du lait ; pâtes à tartiner laitières. – Beurre – – – d'une teneur en poids de matières grasses inférieure ou égale à 84%.....	2,5	kg	–
1			90	– – – autres.....	2,5	kg	–

*Rétablissement du droit d'importation applicable au
beurre et à certains produits pétroliers*

Article 5

I- A compter du 1^{er} janvier 2016, est abrogé le décret
n° 2-07-1220 du 25 chaoual 1428 (6 novembre 2007) portant
suspension du droit d'importation applicable au beurre, tel que
ratifié par l'article 2 de la loi de finances n°38-07 pour l'année
budgétaire 2008 promulguée par le dahir n°1-07-211 du 16 hija
1428 (27 décembre 2007).

II- A compter du 1^{er} janvier 2016, est abrogé le
paragraphe II de l'article 3 *bis* de la loi de finances
n°45-02 pour l'année budgétaire 2003 promulguée par le dahir
n°1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002). (Certains
produits pétroliers).

Taxes intérieures de consommation

Article 6

A compter du 1^{er} janvier 2016, le tableau G de l'article
9 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397
(9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux
marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de
consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces
marchandises et ouvrages tel qu'il a été modifié et complété,
est modifié et complété comme suit :

« Article 9.–Les quotités
«.....
«.....

« G.- Taxes intérieures de consommation applicables aux tabacs manufacturés :

DESIGNATION DES PRODUITS	Quotité spécifique	Quotité <i>ad valorem</i> du prix de vente public hors TVA et TIC spécifique*	Minimum de perception
.....
II.-
III.- Autres tabacs manufacturés :			
A-Tabacs à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes.....	380 dirhams les 1000 grammes	25%	550 dirhams les 1000 grammes
B-Tabacs pour pipe à eau (Muassel).....	280 dirhams les 1000 grammes	25%	350 dirhams les 1000 grammes
C-Autres	158 dirhams les 1000 grammes	25%	220 dirhams les 1000 grammes

* hors coût des marques fiscales

Régime fiscal de faveur

Article 7

A compter du 1^{er} janvier 2016, l'article 7-I de la loi de finances n° 115-12 pour l'année budgétaire 2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012), est modifié comme suit :

« Article 7. – I. – Par dérogation d'un « abatement de 90% sur la valeur des dites voitures à l'état « neuf.

« L'abattement visé ci-dessus,

(la suite sans modification.)

Code général des impôts

Article 8

I. – A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions des articles 6, 11-II, 19, 28-II, 44, 59-V, 63-II-B, 64-III, 65, 82-I, 86, 89, 92-I, 93, 96, 99, 104, 106-II, 118, 121, 123, 124, 129-III, 131, 133-I-F, 135, 144-I, 145, 146, 155, 164, 169, 170-III, 172, 173, 175, 177, 179-III, 184, 185, 186, 192-I, 208, 212-I, 214-I, 220, 221, 224, 225, 226, 231, 232, 242, 261, 262, 263, 264, 265, 266 et 275 du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006) tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 6. – Exonérations

I. – Exonérations et imposition au taux réduit permanentes

« Sont totalement exonérés de l'impôt sur les sociétés :

« 1°-

« 2°-

«

«

«

« 29°- sous réserve

«exercices consécutifs ;

« 30°- la Fondation Lalla Salma de prévention et « traitement des cancers, pour l'ensemble de ses activités ou « opérations et pour les revenus éventuels y afférents.

« Les organismes précités, autres que ceux visés au « 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 16°, 17° et 18° ci-dessus, sont exclus du « bénéfice :

« – de l'abattement de 100% sur les produits des actions, « parts sociales et revenus assimilés prévus au C-1° ci- « dessous ;

« – et de l'exonération des plus-values sur cession de « valeurs mobilières.

« B-

« C- Exonérations permanentes en matière d'impôt « retenu à la source

« Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés retenu à la « source :

« 1°- Les produits des actions, parts sociales et revenus « assimilés suivants :

« – les dividendes

«

«

«

«(26 février 1992) ;

« – les dividendes distribués à leurs actionnaires par les sociétés holding offshore régies par la loi n° 58-90 précitée, au prorata des bénéfices correspondant à l'activité éligible à l'impôt forfaitaire prévu à l'article 19 -III-C ci-dessous et dans les conditions prévues à l'article 7- VIII ci-dessous ;

« – les dividendes et autres produits.....

(la suite sans modification.)

« Article 11-II. – Ne sont déductibles du résultat fiscal que dans la limite de dix mille (10 000) dirhams par jour et par fournisseur, les dépenses afférentes aux charges visées à l'article 10 (I-A, B et E) ci-dessus dont le règlement n'est pas justifié par chèque du principe de la compensation.

« De même, ne sont pas déductibles du résultat fiscal les dotations aux amortissements relatives aux acquisitions d'immobilisations réalisées dans les conditions visées à l'alinéa ci-dessus

« Toutefois,entre commerçants.»

« Article 19. – Taux d'imposition

« I.- Taux normal de l'impôt

L'impôt sur les sociétés est calculé comme suit :

« A. – Aux taux proportionnels ci-après :

Montant du bénéfice net en dirhams	Taux
- Inférieur ou égal à 300 000	10%
- de 300 001 à 1 000 000	20%
- de 1 000 001 à 5 000 000	30%
- au delà de 5 000 000	31%

« B. – Au taux de 37 %, en ce qui concerne les établissements de crédit et organismes assimilés, Bank Al Maghrib, la Caisse de dépôt et de gestion, les sociétés d'assurances et de réassurances.

« II. – Taux spécifiques de l'impôt

« Les taux spécifiques de l'impôt sur les sociétés sont fixés à :

« A. –

« B. – 10% :

« – sur option, de l'agrément ;

« – pour les sièges régionaux.....dudit statut.

« C. –

«

(la suite sans modification.)

« Article 28. – II. – Dans la limite de 10% du revenu global imposable, en vue de l'acquisition ou de la construction de logements à usage d'habitation principale :

« –

« – le montant de la rémunération

«dans le cadre d'un contrat

« Mourabaha » ;

« – ou le montant de la « marge locative » défini dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik », payé par les contribuables aux établissements de crédit et aux organismes assimilés.

« Lorsque le contribuable n'affecte pas le logement acquis dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik », à son habitation principale durant la période de location, sa situation fiscale est régularisée conformément aux dispositions des articles 208 et 232 (VIII-8°) ci-dessous.

« Cette déduction est subordonnée :

« – en ce qui concerne les titulaires de revenus salariaux et assimilés.....

« des prêts, du coût d'acquisition et de la rémunération convenue d'avance versée au titre du contrat « Mourabaha » ou du coût d'acquisition et de la marge locative payée dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik » soient retenus et versés mensuellement par l'employeur ou le débirentier aux organismes prêteurs ;

« – en ce qui concerne les autres contribuables.....

« de « Mourabaha » ou « d'Ijara Mountahia Bitamlik » et des quittances de versement l'article 82 ci-dessous.

« En cas de construction, la déduction des intérêts
« prévue ci-dessus est
«
«les pièces justifiant de l'occupation
« du logement à titre d'habitation principale.

« La déduction des intérêts, du montant de la
« rémunération convenue d'avance dans le cadre du
« contrat «Mourabaha» ou de la marge locative payée par les
« contribuables dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia
« Bitamlik », prévue ci-dessus ne peut pas se cumuler avec
« celles prévues respectivement aux articles 59-V et 65-II ci-
« dessous. »

« Article 44. – Dates d'option

« I.– les contribuables qui entendent

« principal établissement :

« •en cas de début d'activitédu bénéfice
« forfaitaire ou avant le premier mai de l'année qui suit ...

(la suite sans modification.)

« Article 59.–V.– Les remboursements en principal et
« intérêts des prêts contractés ou du coût d'acquisition et la
« rémunération convenue d'avance dans le cadre du contrat
« « Mourabaha » ou du coût d'acquisition et la marge locative
« payée dans le cadre du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik »
« pour l'acquisition d'un logement social, tel que défini à l'article
« 92–I–28° ci-dessous et destiné à l'habitation principale.

« La déduction prévue
«à l'article 65-II ci-dessous. »

« Article 63. – II.-B.- le profit

« au sens de l'article 3-3° ci-dessus.

« Toutefois, une période maximum d'une année à
« compter de la date de la vacance du logement est accordée
« au contribuable pour la réalisation de l'opération de cession.

« Cette exonération est également accordée au
« contribuable ayant cédé un immeuble ou partie d'immeuble
« acquis par voie de « Ijara Mountahia Bitamlik » et occupé
« à titre d'habitation principale.

« La période d'occupation dudit bien par le contribuable,
« en tant que locataire, est prise en compte pour le calcul de
« la période précitée pour le bénéfice de l'exonération susvisée.

« Cette exonération est également accordée au
« terrain.....

«la superficie couverte. »

« Article 64. – III. – Le revenu net imposable des
« propriétés visées à l'article 61 (I- A-2°) ci-dessus, est déterminé
« après application de l'abattement visé au II ci-dessus :

« – soit au montant brut du loyer ou du fermage stipulé
en « argent dans le contrat ;

« – soit au montant brut obtenu en multipliant le cours
« moyen de la culture pratiquée par les quantités prévues
« dans le contrat, dans le cas des locations rémunérées
« en nature ;

« – soit à la fraction du revenu agricole forfaitaire prévu
« à l'article 49 ci-dessus dans le cas des locations à part
« de fruit. »

« Article 65. – Détermination du profit foncier

« Le profit net imposable

« des frais d'acquisition.

« I. –

« II. – le prix d'acquisition est augmenté des frais
« d'acquisition, des dépenses d'investissements réalisés, ainsi
« que des intérêts, de la rémunération convenue d'avance ou de
« la marge locative, payés par le cédant soit en rémunération
« contrat «Mourabaha»
« ou du contrat « Ijara Mountahia Bitamlik » souscrit auprès
« des établissements de crédit et des organismes assimilés ...

(la suite sans modification.)

« Article 82.– I. – Sous réserve des dispositions de l'article
« 86 ci-dessous.....

« qui le composent, et ce :

« –

« – avant le premier mai de chaque année pour les
« titulaires de revenus professionnels

(la suite sans modification.)

« Article 86. – Dispense de la déclaration annuelle du
« revenu global

« Ne sont paset 74 ci-dessus :

« 1°

« 2°

« 3°article 73-II ci-dessus ;

« 4°- les contribuables disposant uniquement de
« revenus professionnels déterminés selon le régime du bénéfice
« forfaitaire et imposés sur la base du bénéfice minimum prévu
« à l'article 42 ci-dessus et dont le montant de l'impôt émis en
« principal au titre dudit bénéfice est inférieur ou égal à cinq
« mille (5.000) dirhams.

« Cette dispense s'applique à compter de l'année suivant
« celle au cours de laquelle ledit impôt est émis. Toutefois,
« pour les nouveaux contribuables, cette dispense n'est
« accordée qu'à compter de la deuxième année suivant celle
« du début de l'activité.

« La dispense de la déclaration annuelle du revenu
« professionnel reste applicable tant que le contribuable susvisé
« exerce la même activité professionnelle et tant que le bénéfice
« forfaitaire résultant de l'exercice de ladite activité est inférieur
« au bénéfice minimum prévu à l'article 42 ci-dessus. A défaut,
« ledit contribuable doit souscrire la déclaration du revenu
« global dans la forme et délai prévus à l'article 82 ci- dessus.»

« Article 89. – Opérations obligatoirement imposables

« I. – Sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée :

« 1° – les ventes et les livraisons

«

«

« 7° – les livraisons à soi-même

« l'article 274 ci-dessous ;

« 8°– les opérations d'échange ainsi que les cessions de
« marchandises et des biens mobiliers d'occasion corrélatives
« à une vente de fonds de commerce effectuées par les
« assujettis ;

« 9° –les opérations d'hébergement

«

(la suite sans modification.)

« Article 92. – I. – Sont exonérés de la taxe sur la valeur
« ajoutée avec bénéfice du droit à déduction prévu à l'article
« 101 ci-dessous :

« 1° – les produits livrés

«

«

« 45°– les biens, matériels, marchandises et services

«

«qui lui sont dévolues ;

« 46°- les biens, matériels, marchandises et services acquis
« ainsi que les prestations effectuées par la Fondation Lalla Salma
« de prévention et traitement des cancers conformément aux
« missions qui lui sont dévolues. »

« Article 93. – Conditions d'exonération

« I. – Conditions d'exonération du logement social

« La superficie de logement.....

«

« dans les conditions suivantes :

« 1° –

« 2° –

« 3° – Le contrat de vente

«

«

« la taxe de services communaux.

« Si l'acquéreur ne demande pas la levée de l'hypothèque
« après la quatrième année suivant la date d'acquisition, il est invité
« par lettre de mise en demeure, à produire lesdits documents dans
« un délai de trente (30) jours sous peine d'un recouvrement par état
« de produits, conformément à l'article 177 ci-dessous, du montant
« de la taxe sur la valeur ajoutée précité ainsi que des pénalités et
« majorations y afférentes prévues à l'article 191-IV ci-dessous.

« 4°- Le notaire.....

(la suite sans modification.)

« Article 96. – Détermination de la base imposable

« Sous réserve des dispositions

«valeur ajoutée.

« Le chiffre d'affaires est constitué :

« 1° – pour les ventes, par.....

«

« 7° – pour les opérations réalisées

« par celui-ci à l'identique ;

« 8° – pour les opérations réalisées par les banques et les
« changeurs, par :

« • le montant des intérêts, escomptes, agios et autres
« produits ;

« • le montant de la rémunération convenue d'avance dans
« le cadre du contrat « Mourabaha » ;

« • le montant de la marge locative dans le cadre du
« contrat « Ijara Mountahiya Bitamlik ».

« 9° – pour les opérations réalisées

(la suite sans modification.)

« Article 99. – Taux réduits

« Sont soumis à la taxe aux taux réduits :

« 1° –

« 2° – de 10% avec droit à déduction :

« – les opérations de vente de denrées

«

«

« – les opérations de banque

« à l'article 89-I-1-1° ci-dessus ;

« – les opérations de financement réalisées dans le cadre
« des contrats :

« • « Mourabaha » ;

« • « Ijara Mountahiya Bitamlik » pour les
« acquisitions d'habitation personnelle effectuées par
« des personnes physiques.

« – les transactions relatives aux valeurs

«

«

« 3° – de 14% :

« a) avec droit à déduction :

« – le beurre

« – les opérations de transport de voyageurs et de
« marchandises à l'exclusion des opérations de transport
« ferroviaire ;

« – l'énergie électrique.

« b) sans droit à déduction :

«

(la suite sans modification.)

« Article 104. – Montant de la taxe déductible ou
« remboursable

« I. – Détermination du droit à déduction

« La déduction ou le remboursement sont admis à
« concurrence :

«

«

«

« Lorsque des entreprises englobent des secteurs
« d'activité réglementés différemment au regard de la taxe
« sur la valeur ajoutée, la détermination du prorata annuel
« de déduction peut être effectuée distinctement pour chaque
« secteur.

« Ledit prorata est déterminé

(la suite sans modification.)

« Article 106. – II. – N'est pas déductible la taxe ayant
« grevé les achats, travaux ou prestations de services dont le
« montant dépasse dix mille (10 000) dirhams par jour et par
« fournisseur et dont le règlement n'est pas justifié par chèque
« barré

« de la compensation.

« Toutefois non transformés.»

« Article 118. – Règles comptables

« Toute personne assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée
« doit :

« 1°- tenir une comptabilité régulière.....
« le remboursement ;

« 2°- si elle exerce concurremment des activités
imposées différemment

«en appliquant à chacune de ces
« activités les règles qui lui sont propres compte tenu des
« dispositions de l'article 104 ci-dessus. »

« Article 121. – Fait générateur et assiette

« Le fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée
« est constitué, à l'importation, par le dédouanement des
« marchandises.

« Le taux de la taxe est fixé à 20 % ad valorem.

« Ce taux est réduit à :

« 1° –

«

« 2° – 10 % :

« – pour les produits énumérés à l'article 99-2° ci-dessus ;

« – Pour les huiles fluides

« – pour le maïs et l'orge ;

« – pour les tourteaux et les aliments simples tels que :
« issues, pulpes, drèches, pailles, coques de soja, drèches
« et fibres de maïs, pulpes sèches de betterave, luzernes
« déshydratées et le son pellisé, destiné à l'alimentation
« du bétail et des animaux de basse-cour ;

« – pour le manioc

(la suite sans modification.)

« Article 123. – Exonérations

« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à
« l'importation :

« 1°- les marchandises visées à l'article 91(I-A-1°,2° et 3°)
« ci-dessus à l'exclusion de l'orge et du maïs ;

« 2°-.....

«

«

« 44°-les biens, matériels,
« missions qui lui sont dévolues ;

« 45°- les biens, matériels, marchandises et services acquis
« ainsi que les prestations effectuées par la Fondation Lalla
« Salma de prévention et traitement des cancers conformément
« aux missions qui lui sont dévolues ;

« 46°- les aéronefs employés dans des services
« internationaux de transports aérien régulier ainsi que le
« matériel et les pièces de rechange destinés à la réparation
« de ces aéronefs.

« Article 124. – Modalités d'exonérations

« I. – Les exonérations prévues aux articles ..92–I(6°,, 43°
« 44°, 45° et 46°) et II, 123 (22°....., 41°, 43°,
« 44° et 45°) ci-dessus.....

(la suite sans modification.)

« Article 129. – III. – Actes présentant un intérêt social :

« 1°-.....

«

«

« 9°-..... médina de Casablanca ;

« 10°- les actes afférents à l'activité et aux opérations :

« – de la Fondation Hassan II.....

«

«

« – de la Fondation Khalifa Ibn Zaid, précitée ;

« – de la Fondation Lalla Salma de prévention et
« traitement des cancers ;

« 11°-.....

«

«

« 16°- les actes d'attribution.....réforme agraire ;

« 17°-Les opérations de cession réalisées dans le cadre
« du dahir n°1-69-30 du 10 jomada I 1389 (25 juillet 1969) relatif
« aux terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation. »

« Article 131. – Base imposable

« Pour la liquidation des droits..... est déterminée
« comme suit :

« 1°-Pour les ventes.....s'ajouter au prix.

Toutefois, la valeur imposable est constituée :

« – pour les acquisitions d'immeubles ou de fonds de
« commerce dans le cadre d'un contrat « Mourabaha » ou
« Ijara Mountahia Bitamlik », par le prix d'acquisition
« desdits biens par les établissements de crédit et
« organismes assimilés ;

« – pour les adjudications

«

«

«

« 19°- Pour les baux

« augmenté des charges.

« Toutefois, pour les baux emphytéotiques portant sur
« les terrains domaniaux destinés à la réalisation de projets
« d'investissement industriel ou agricole, la base imposable
« est déterminée par le montant des loyers d'une seule année ,

« 20°- Pour les baux à vie d'immeubles

(la suite sans modification.)

« Article 133-I-F . – Sont soumis au taux de 4% :

« 1°-.....couverte ;

« 2°- l'acquisition.....professionnel
« ou administratif dans la limite de cinq (5) fois la superficie
« couverte, sous réserve des conditions prévues à l'article 134-I
« ci- après ;

« 3°-.....

«de l'apport desdits biens. »

« Article 135. – Droit fixe

« Sont enregistrées

« cinq cent mille (500 000) dirhams.

« Sont enregistrés au droit fixe de deux cent (200) dirhams :

« 1°-

«

«

« 12°-.....intervenus entre particuliers ;

« 13°- les contrats par lesquels les établissements de crédit
« et organismes assimilés mettent à la disposition de leurs clients,
« des immeubles ou des fonds de commerce, dans le cadre des
« opérations de crédit-bail ou « d'Ijara Montahia Bitamlik »,
« leurs résiliations en cours de location par consentement mutuel
« des parties, ainsi que les cessions des biens précités au profit
« des preneurs figurant dans les contrats susvisés ;

« 14°- sous réserve

(la suite sans modification.)

« Article 144. – I. – Cotisation minimale en matière
« d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu au titre des
« revenus professionnels et agricoles

« A. –.....

« B. –.....

« C. –.....

« D. –.....

« E. – Régularisation de la cotisation minimale

« La cotisation minimale est imputable sur le montant de l'impôt sur le revenu. Toutefois, lorsque la fraction du montant de l'impôt sur le revenu correspondant au revenu professionnel et/ou revenu agricole par rapport au revenu global imposable du contribuable s'avère inférieure au montant de la cotisation prévue au A ci-dessus, la différence reste acquise au Trésor. »

« Article 145. – VII. – Les contribuables n'ayant pas la qualité de commerçant doivent porter sur tous les documents délivrés à leurs clients ou à des tiers le numéro d'identification fiscale attribué par le service local des impôts ainsi que le numéro d'article d'imposition à la taxe professionnelle.

« VIII. – Les contribuables disposant d'un identifiant commun de l'entreprise sont tenus de le mentionner sur les factures ou les documents en tenant lieu qu'ils délivrent à leurs clients, ainsi que sur toutes les déclarations fiscales prévues par le présent code. »

« Article 146. – Pièces justificatives de dépenses

« Tout achat de biens ou services par un contribuable auprès d'un fournisseur soumis à la taxe professionnelle doit être réellement réalisé et doit être justifié par une facture régulière et sincère ou toute autre pièce probante établie au nom de l'intéressé.

« La facture,

(la suite sans modification.)

« Article 155. – Télédéclaration

« I. – Les contribuables ministre chargé des finances.

« Toutefois, les déclarations précitées doivent être souscrites par procédés électroniques auprès de l'administration fiscale :

« –

« –

« – à compter du 1^{er} janvier 2016.....hors taxe sur la valeur ajoutée ;

« – à compter du 1^{er} janvier 2017, par toutes les entreprises à l'exclusion de celles soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime du bénéfice forfaitaire prévu à l'article 40 ci-dessus.

« Les modalités d'application de ce dernier alinéa sont fixées par voie réglementaire.

« Les contribuables exerçant

(la suite sans modification.)

« Article 164. – Octroi des avantages fiscaux

« I.-

« II.-

« III.-conclue avec l'Etat.

« IV.- (abrogé)

« Article 169. – Télépaiement

« I.- Les contribuables ministre chargé des finances.

« Toutefois,de l'administration fiscale :

« –

« –

« – à compter du 1^{er} janvier 2016.....hors taxe sur la valeur ajoutée ;

« – à compter du 1^{er} janvier 2017, par toutes les entreprises à l'exclusion de celles soumises à l'impôt sur le revenu selon le régime du bénéfice forfaitaire prévu à l'article 40 ci-dessus.

« Les modalités d'application de ce dernier alinéa sont fixées par voie réglementaire.

« Les contribuables exerçant

(la suite sans modification)

« Article 170.- III.- En ce qui concerne les sociétés

« appliquées.

« Les acomptes dus au titre de l'exercice en cours sont alors déterminés d'après l'impôt ou la cotisation minimale qui auraient été dus en l'absence de toute exonération, en appliquant les taux d'imposition auxquels sont soumises les sociétés concernées, au titre de l'exercice en cours. »

« Article 172.-Recouvrement par voie de rôle

« Les sociétés sont imposées par voie de rôle :

«- lorsqu'elles ne versent pas

« et les pénalités y afférentes ;

« – dans le cas de taxation d'office ou de rectification des impositions comme prévu aux articles 220, 221, 221 bis, 222, 228 et 229 ci-dessous. »

« Article 173. – Recouvrement par paiement spontané

« I. – Est versé spontanément auprès du receveur de l'administration fiscale :

« –

« –de créances ;

« –bénéficiaire ;

« –

« – l'impôt dû par les contribuables dont le revenu professionnel et/ou agricole est déterminé selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, y compris les contribuables exerçant des professions libérales dont la liste est fixée par voie réglementaire, visés aux articles 155-I et 169-I ci-dessus, avant l'expiration du délai de déclaration prévu aux articles 82, 85 et 150 ci-dessus.

« Le versement de l'impôt s'effectue

(la suite sans modification)

« Article 175. – Recouvrement par voie de rôle et d'ordre de recettes

« I. – Les contribuables sont imposés par voie de rôle :

« – lorsqu'ils sont tenus de souscrire une déclaration de revenu global annuel, à l'exclusion des contribuables visés à l'article 173-I ci-dessus dont le revenu professionnel et/ou agricole est déterminé selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, y compris les contribuables exerçant des

« professions libérales dont la liste est fixée par voie réglementaire ;
« – lorsqu'ils ne paient
«
«accréditées au Maroc.
« – dans le cas de taxation d'office ou de rectification des impositions comme prévu aux articles 220, 221, 221 bis, 222, 223, 228 et 229 ci-dessous.
« Lorsque le contribuable

(la suite sans modification)

« Article 177. – Recouvrement par état de produits

« La taxesur la valeur ajoutée
«conformément aux dispositions des articles 220, 221, 221 bis, 228 et 229 ci-dessous, ainsi que les pénalités prévues par le présent code, font l'objet d'états de produits établis par les agents de l'administration fiscale et rendus exécutoires par le ministre des finances ou la personne déléguée par lui à cet effet. »

« Article 179. – III. – Recouvrement de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles

« La taxe est acquittée
«comptable public compétent, notamment les banques, les agents d'assurances
«par voie réglementaire. »

« Article 184. – Sanctions pour défaut ou retard dans les dépôts des déclarations du résultat fiscal, des plus-values, du revenu global, des profits immobiliers, des profits de capitaux mobiliers, du chiffre d'affaires et des actes et conventions

« Des majorations de 5%, 15% et 20% sont applicables en matière de déclaration du résultat fiscal, des plus-values, du revenu global, des profits immobiliers, des profits de capitaux mobiliers, du chiffre d'affaires et des actes et conventions, dans les cas suivants :

« – 5%, dans le cas de dépôt des déclarations, des actes et conventions, dans un délai ne dépassant pas 30 jours de retard ;

« – 15%, dans le cas de dépôt des déclarations, des actes et conventions, après ledit délai de 30 jours ;

« – 20%, dans le cas d'imposition d'office pour défaut de dépôt de déclaration, déclaration incomplète ou insuffisante ;

« – 5%, en cas de dépôt d'une déclaration rectificative hors délai, donnant lieu au paiement de droits complémentaires.

« Les majorations précitées sont calculées sur le montant :

« 1°- soit des droits correspondant au bénéfice, au revenu global, aux profits immobiliers ou de capitaux mobiliers ou au chiffre d'affaires de l'exercice comptable, soit des droits complémentaires dus ;

« 2°-

« 3°-

« 4°-

« 5°- soitet profits exonérés.

« Le montant.....

«dans le cas visé au 4° ci-dessus.

« Toutefois, en cas de déclaration incomplète ou insuffisante, une amende de cinq cents (500) dirhams est appliquée lorsque les éléments manquants ou discordants n'ont pas d'incidence sur la base de l'impôt ou sur son recouvrement. »

« Article 185. – Sanctions pour infraction aux dispositions relatives au droit de communication

« Sont sanctionnées par une astreinte journalière de cinq cents (500) dirhams, dans la limite de cinquante mille (50.000) dirhams, les personnes qui ne communiquent pas les informations demandées dans le délai et les conditions prévus à l'article 214-I ci-dessous.

« Toutefois,

«aux administrations de l'Etat et aux collectivités territoriales.

« Cette astreinte journalière est émise par voie de rôle..

(la suite sans modification.)

« Article 186. – Sanctions applicables en cas de rectification de la base imposable

« A.–Une majoration de 20% est applicable :

« 1°- en cas de rectification du résultat bénéficiaire ou du chiffre d'affaires d'un exercice comptable ou des profits immobiliers et des profits de capitaux mobiliers ;

« 2°-

« 3°-

« 4°-en application de l'article 220 ci-dessous.

« La majoration de 20% est calculée sur le montant :

«–des droits correspondant à cette rectification ;

«–de toute réintégration affectant le résultat déficitaire.

« Toutefois, le taux de la majoration de 20% précitée est porté à 30% pour les contribuables soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et à l'obligation de retenue à la source visée aux articles 116, 117 et 156 à 160 ci-dessus.

« B.–Les taux de la majoration de 20% et de 30% précitée sont portés à 100% :

« 1°- quand la mauvaise foi du contribuable est établie, par suite d'usage de manœuvres frauduleuses visées à l'article 192-I ci-dessous ;

« 2°- en cas de dissimulation.....

(la suite sans modification)

« Article 192. – I.– Indépendamment des sanctions fiscales édictées par le présent code, est punie d'une peine d'emprisonnement d'un (1) mois à deux (2) ans et d'une amende de cinquante mille (50.000) dirhams, toute personne qui, en vue de se soustraire à sa qualité de contribuable ou au paiement de l'impôt ou en vue d'obtenir des déductions ou remboursements indus, utilise l'un des moyens suivants :

« – production d'écritures comptables fausses ou fictives ;
« – vente sans factures de manière répétitive et délivrance
« ou production de factures fausses ou fictives ;
« – présentation de factures ou pièces justificatives fictives
« et soustraction ou destruction de pièces comptables
« légalement exigibles ;
« – dissimulation de prix d'achat ou de vente ou
« dissimulation de tout ou partie de l'actif de l'entreprise
« ou augmentation frauduleuse de son passif en vue
« d'organiser son insolvabilité ;
« – absence de déclarations relatives aux activités
« professionnelles exercées pendant une période
« dépassant quatre (4) ans.
« L'application des dispositions ci-dessus s'effectue dans
« les formes prévues à l'article 231 ci-dessous. »
« Article 208. – Sanctions pour paiement tardif des
« impôts, droits et taxes
« I.- Une pénalité
« est applicable au
« montant :
« – des versements
« – des impositions
« – des impositions l'émission
« du rôle ou de l'état de produit.
« Toutefois, la pénalité de 10% précitée est :
« – ramenée à 5%, si le paiement des droits dus est effectué
« dans un délai de retard ne dépassant pas 30 jours ;
« – portée à 20%, en cas de défaut de versement ou de
« versement hors délai du montant de la taxe sur la
« valeur ajoutée due ou des droits retenus à la source,
« visés aux articles 100, 111, 116, 117 et 156 à 160
« ci-dessus .
« Par dérogation
« située au-delà des douze (12)
« mois écoulés entre la date de l'introduction du recours du
« contribuable soit devant la commission locale de taxation
« prévue à l'article 225 ci-dessous soit devant la commission
« nationale de recours fiscal prévue à l'article 226 ci-dessous et
« celle de la mise en recouvrement du rôle ou de l'état de produit
« comportant le complément d'impôt exigible.
« Pour le recouvrement.....
« du paiement de l'impôt.
« II. –
« III. – En matière de taxe spéciale
« minimum de cent (100) dirhams.
« Lorsque le retard.....
« sans préjudice de la mise en fourrière du véhicule. »
« Article 212. – I. – En cas de vérification de
« comptabilité.....
«
«
«
« l'exécution des traitements.

« En aucun cas, la vérification prévue ci-dessus ne peut
« durer :
« – plus de trois (3) mois valeur ajoutée ;
« – plus de six (6) mois hors taxe sur la
« valeur ajoutée.
« Ne sont pas comptées.....
« conseil de son choix. »
« Article 214.–I.– Pour permettre.....
« peut demander, dans
« les formes de notification prévues à l'article 219 ci-dessous,
« communication :
« 1°- de l'original ou délivrance d'une reproduction sur
« support magnétique, sur papier ou sur tout autre support
« informatique :
« a)
« b)
« Toutefois, globale du dossier.
« 2°- des registres
« inspecteur adjoint.
« Les demandes de communication visées ci-dessus
« doivent être formulées par écrit et doivent préciser la
« nature des renseignements ou des documents demandés, les
« exercices ou les périodes concernés ainsi que la forme, le
« mode et le support de communication desdits renseignements
« et documents.
« Les renseignements et documents visés ci-dessus
« doivent être transmis à l'administration fiscale, conformément
« aux demandes précitées, dans un délai maximum de trente
« (30) jours suivant la date de réception desdites demandes et
« doivent être complets, probants et sincères. »
« Article 220. – Procédure normale de rectification des
« impositions
« I. –
« II. – Si les observations
«
« sera définitive s'ils ne se pourvoient
« pas devant la commission locale de taxation prévue à l'article
« 225 ci-dessous ou devant la commission nationale de recours
« fiscal prévue à l'article 226 ci-dessous, selon le cas, dans un
« délai de trente (30) jours suivant la date de réception de cette
« deuxième lettre de notification.
« III. – (abrogé)
« IV. – (abrogé)
« V. – (abrogé)

« VI. – Sont immédiatement émis
« des impositions établies :
« – pour défaut de réponse ou de recours dans les délais
« prescrits par les dispositions du I et II du présent
« article ;
« – après accord
« rectification ;
« – après la décision de la commission locale de taxation
« ou celle de la commission nationale de recours fiscal ;
« – pour les redressements rectification.
« VII. – Les décisions des commissions locales de
« taxation et celles de la commission nationale du recours
« fiscal sont susceptibles de recours devant le tribunal
« compétent conformément aux dispositions de l'article 242
« ci-dessous.
« VIII. – La procédure de rectification est
« –
« –prévu au paragraphe II ci-dessus.
« Les cas la commission nationale
« du recours fiscal ou devant la commission locale de taxation.
« IX. – Les dispositions
(la suite sans modification.)
« Article 221. – Procédure accélérée de rectification des
« impositions
« I. –
« II. – Si dans le délai prévu,
«
« contester lesdites bases devant la commission locale de taxation
« prévue à l'article 225 ci-dessous ou devant la commission
« nationale de recours fiscal prévue à l'article 226 ci-dessous,
« selon le cas, dans un délai lettre de notification.
« L'inspecteur précitée.
« A défaut de pourvoi, devant la commission
« locale de taxation ou devant la commission nationale de
« recours fiscal, selon le cas, l'imposition émise ne peut être
« à l'article 235 ci-dessus.
« Le recours devant la
« dans les conditions
« fixées par les articles 225, 226 et 242 ci-dessous.

« III. – En cas du dépôt de la déclaration
« définitive du résultat final de la liquidation.
« IV. – La procédure de rectification est frappée de
« nullité :
« – en cas de défaut d'envoi aux intéressés de l'avis de
« vérification et/ou de la charte du contribuable dans
« le délai prévu à l'article 212-I (1^{er} alinéa) ci-dessus ;
« – en cas de défaut de notification de la réponse de
« l'inspecteur aux observations des contribuables dans
« le délai prévu au paragraphe II ci-dessus.
« Les cas de nullité visés ci-dessus ne peuvent être soulevés
« par le contribuable pour la première fois devant la
« commission nationale du recours fiscal ou devant la
« commission locale de taxation.
« Article 224. – Rectification en matière de profits fonciers
« En matière de profits fonciers, lorsqu'au vu de la
« déclaration du contribuable prévue à l'article 83 ci-dessus ou
« celle prévue à l'article 221 bis ci-dessus, l'inspecteur des impôts
« est amené
« suivant la date
« de dépôt de la déclaration initiale ou celle de la déclaration
« rectificative visés respectivement aux articles 83 et 221 bis
« ci-dessus.
« Si dans le délai
(la suite sans modification.)

« Article 225. – Les commissions locales de taxation

« I. – Des commissions.....

«le ressort.

« Ces commissions connaissent des réclamations
« sous forme de requêtes présentées par les contribuables qui
« possèdent leur siège social ou leur principal établissement à
« l'intérieur dudit ressort dans les cas suivants :

« – rectifications en matière de revenus et profits fonciers,
« de revenus et profits de capitaux mobiliers et des droits
« d'enregistrement et de timbre ;

« – vérification de comptabilité des contribuables dont
« le chiffre d'affaires déclaré au compte de produits et
« charges, au titre de chaque exercice de la période non
« prescrite vérifiée, est inférieur à dix (10) millions de
« dirhams.

« Elles statuent

« légales ou réglementaires.

« II. – A. –

« 1°-

« 2°-

« 3°-

« 4°- un représentant

«contribuable requérant.

« L'inspecteur reçoit la requête adressée à la commission
« locale de taxation et la transmet avec les documents relatifs
« aux actes de la procédure contradictoire permettant à ladite
« commission de statuer.

« Cette requête définit l'objet du désaccord et contient
« un exposé des arguments invoqués.

« Un délai maximum de trois (3) mois est fixé pour
« la communication par l'administration des requêtes et
« documents précités à la commission locale de taxation, à
« compter de la date de notification à l'administration du
« pourvoi du contribuable devant ladite commission.

« A défaut de communication de la requête et des
« documents visés ci-dessus, dans le délai prescrit, les bases
« d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées
« ou acceptées par le contribuable.

« Le secrétaire rapporteur de la commission convoque

« les membres de la commission, au moins quinze (15) jours

« avant la date

«219 ci-dessus.

« Le secrétaire rapporteur de la commission locale de
« taxation informe les deux parties de la date à laquelle elle
« tient sa réunion, trente (30) jours au moins avant cette date
« dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessus.

« La commission statue valablement en présence du
« président et de deux autres membres. Elle délibère à la
« majorité des voix des membres présents, en cas de partage
« égal des voix celle du président est prépondérante.

« Les décisions des commissions locales.....

«suivant la date de la décision.

« La commission doit statuer dans un délai de douze (12)
« mois, à compter de la date de la réception de la requête et
« des documents transmis par l'administration.

« Lorsqu'à l'expiration du délai précité la commission
« locale de taxation n'a pas pris de décision, le secrétaire
« rapporteur de la commission en informe par lettre les parties,
« selon les formes prévues à l'article 219 ci-dessus, dans les
« deux (2) mois suivant la date d'expiration dudit délai de douze
« (12) mois.

« Un délai maximum de deux (2) mois est fixé pour
« la communication par l'administration de la requête et
« documents précités à la commission nationale du recours
« fiscal à compter de la date de réception de la lettre
« d'information visée à l'alinéa ci-dessus.

« A défaut de communication de la requête et des
« documents visés ci-dessus, dans le délai prescrit, les bases
« d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées
« ou acceptées par le contribuable.

« B. – Les représentants des contribuables sont désignés
« dans les conditions suivantes :

« 1°-.....

« 2°-pour les recours.....libérales :

« Les représentants.....

«.....de la commission locale.

« La désignation.....
«.....à siéger au sein de la commission locale.

« C. – En cas de retard ou d'empêchement dans la
« désignation des nouveaux représentants, le mandat des
« représentants sortants est prorogé d'office de six (6) mois
« au maximum.

«D.–La commission.....
«.....
«.....estime leur confrontation nécessaire.

« Les décisions des commissions locales de
« taxation, y compris celles portant.....
«..... l'article 242 ci-dessous.

« E- Le recours par voie judiciaire ne peut être intenté
« en même temps que le recours devant les commissions locales.

« Article 226.– La commission nationale du recours fiscal

« I.– Il est institué une commission permanente dite
« «commission nationale du recours fiscal» à laquelle sont
« adressés les recours relatifs :

« – à l'examen d'ensemble de la situation fiscale des
« contribuables prévu à l'article 216 ci-dessus, quel que
« soit le chiffre d'affaires déclaré ;

« –aux vérifications de comptabilité des contribuables
« lorsque le chiffre d'affaires déclaré au compte de
« produits et charges, au titre de l'un des exercices
« vérifiés, est égal ou supérieur à dix (10) millions de
« dirhams.

« Sont également adressés à la commission nationale
« de recours fiscal, les recours pour lesquels les commissions
« locales de taxation n'ont pas pris de décision dans le délai
« de douze (12) mois.

« Cette commission, qui siège à Rabat,
«.....
«.....
«.....
«..... sept (7) sous-commissions délibérantes.

« II. –La présidence et le fonctionnement
«.....
«.....désigne chaque année.

« Le recours du contribuable devant la Commission
« nationale du recours fiscal est présenté sous forme de requête
« adressée à l'inspecteur par lettre recommandée avec accusé
« de réception.

« L'inspecteur reçoit la requête adressée à la commission
« nationale de recours fiscal et la transmet avec les documents
« relatifs aux actes de la procédure contradictoire permettant
« à ladite commission de statuer.

« Cette requête définit l'objet du désaccord et contient
« un exposé des arguments invoqués.

« Un délai maximum de trois (3) mois est fixé pour la
« communication par l'administration des requêtes et
« documents précités à la commission nationale de recours
« fiscal, à compter de la date de notification à l'administration
« du pourvoi du contribuable devant ladite commission.

« A défaut de communication de la requête et des
« documents visés ci-dessus, dans le délai prescrit, les bases
« d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées
« ou acceptées par le contribuable.

« Le président de la commission confie les recours
« pour instruction à un ou plusieurs des fonctionnaires
«..... entre les sous-commissions.

« Ces dernières se réunissent à l'initiative à
« l'article 219 ci-dessus.

« La commission nationale du recours fiscal informe les
« deux parties de la date à laquelle elle tient sa réunion, trente (30)
« jours au moins avant cette date dans les formes prévues à
« l'article 219 ci-dessus.

« III.– chaque sous commission se compose :

«.....
«.....
«.....au paragraphe I du présent article.

« Un secrétaire.....

«prépondérante.

« Les décisions.....dans les quatre (4)
« mois suivant la date de la décision.

« La commission doit statuer dans un délai de douze (12)
« mois, à compter de la date de la réception de la requête et
« des documents transmis par l'administration.

« IV.–

« V.– Les impositions émises
« les délais prévus à l'article 242 ci-dessous.

« Les décisions de ladite commission peuvent.....
«à l'article 242 ci-dessous.

« VI.– Le recours par voie judiciaire ne peut être intenté
« au même temps que le recours devant la commission nationale
« du recours fiscal. »

« Article 231.– Procédure pour l'application des sanctions
« pénales aux infractions fiscales

« Les infractions prévues à l'article 192 ci-dessus
« sont constatées par procès-verbal établi par un agent de
« l'administration fiscale la législation
« en vigueur.

« Quel que soit
« avec son accord.

« Est passible
« les parties dans leur exécution.

« Les infractions
«d'un contrôle fiscal.

« Le ministre chargé des finances ou la personne déléguée
« par lui à cet effet, peut, après constatation des infractions
« visées ci-dessus, saisir
«

(la suite sans modification.)

« Article 232.– Dispositions générales relatives aux délais
« de prescription

« I. –
«
«

« V. – La prescription est interrompue par la notification
« prévue à l'article 220-I, à l'article 221-I, à l'article 221 bis, à
« l'article 222-A, à l'article 224, à l'article 228-I et au 1^{er} alinéa
« de l'article 229 ci-dessus.

« VI- La prescription est suspendue pendant la période
« qui s'écoule entre la date d'introduction du pourvoi devant
« la commission locale de taxation ou la commission nationale
« de recours fiscal et l'expiration du délai de trois (3) mois
« suivant la date de notification de la décision prise par lesdites
« commissions.

« VII.–
«

« VIII. – Par dérogation aux dispositions relatives aux
« délais de prescription visés ci-dessus :

« 1^o -
«
«

« 14^o -
«même si le délai de prescription a expiré.

« 15^o - Les droits dus ainsi que la pénalité et les majorations
« y afférentes, dont sont redevables les contribuables n'ayant
« pas déposé leur déclaration, sont exigibles en totalité pour
« toutes les années n'ayant pas fait l'objet de déclaration, même
« si le délai de prescription a expiré.

« Toutefois, ce délai ne peut être supérieur à dix (10) ans. »

« Article 242.– Procédure judiciaire suite au contrôle fiscal

« Les décisions des commissions locales de taxation ou
« de la commission nationale.....commissions.

« L'administration et le contribuable peuvent contester,
« par voie judiciaire, dans le délai prévu ci-dessus, les décisions
« des commissions locales de taxation et celles de la commission
« nationale du recours fiscal que celles-ci portent sur des
« questions de droit ou de fait.

« Les rectifications
« suivant la date de notification de
« la décision émise selon le cas par la commission locale de
« taxation ou la commission nationale du recours fiscal.

« Nonobstant

(la suite sans modification.)

« Article 261.– Délai d'imposition

« La période d'imposition.....
«prévues à l'article 208 ci-dessus.

« Toutefois, pour.....
«
«du centre immatriculateur.

« Il en est de même.....
«de l'exonération de la taxe.

« La taxe couvre.....
«au cours de cette période.

« Article 262. – Tarif

« Le tarif de la taxe
«

« Toutefois,
« à essence :

« – les véhicules utilitaires.....personnes physiques ;

« – les véhicules à moteur.....
(électriques et thermiques).

« –Dans les cas visés.....
«
«suivant cette date.

« Dans tous les cas.....
«pour un mois entier.

« Article 263. – Obligations des propriétaires des
« véhicules

« Aucune mutation
«de cette taxe.

« Article 264. – Obligations des agents des douanes et
« de la sûreté nationale

« Les agents des douanes et de la sûreté nationale doivent
« s'assurer que toute voiture quittant le territoire national a
« acquitté la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles.

« A défaut de justification de paiement ou d'exonération
« de la taxe

(la suite sans modification.)

« Article 265. – Agents compétents pour constater les
« infractions

« Sont spécialement chargés de constater les infractions
« au présent titre, les agents de l'administration fiscale dûment
« commissionnés. Les insuffisances totales ou partielles sont
« régularisées d'office par voie d'ordre de recettes.

« Sont également habilités à constater les infractions
« aux dispositions du présent titre par des procès-verbaux, les
« agents des douanes.....
«circulation et du roulage.

« Article 266. – Modalités d’application

« Le paiement de la taxe est constaté au moyen de la
« délivrance d’une quittance dont les modalités de délivrance
« sont fixées par voie réglementaire.

« Article 275. – Liquidation et tarifs

« Le montant de la contribution sociale de solidarité
« sur les livraisons à soi même de construction d’habitation
« personnelle est déterminé selon un barème progressif fixé,
« par unité de logement, comme suit :

Tranche en mètre carré	Tarif en dirhams par mètre carré
0 à 150	exonéré
151 à 200	50
201 à 250	80
251 à 300	100
301 à 400	240
401 à 500	300
Au delà de 500	400

« Par unité de logement.....

«

(la suite sans modification.)

II. – A compter du 1^{er} janvier 2016, le code général des
impôts précité est complété par les articles 103 bis, 125 ter, 187
bis, 208 bis et 221 bis comme suit :

« Article 103 bis. – Remboursement de la taxe sur la
« valeur ajoutée sur les biens d’investissement

« Les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée bénéficiant
« du droit à déduction, à l’exclusion des établissements et
« sociétés publics, dont les déclarations du chiffre d’affaires
« ont fait apparaître un crédit de taxe non imputable, peuvent
« bénéficier du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée
« au titre des biens d’investissement à l’exception du matériel et
« mobilier du bureau et des véhicules de transport de personnes
« autres que ceux utilisés pour les besoins de transport public
« ou de transport collectif du personnel.

« Les modalités d’application du remboursement précité

« sont fixées par voie réglementaire.

« La demande de remboursement doit être déposée

« trimestriellement auprès du service local des impôts, dont

« relève l’assujetti, au cours du mois qui suit le trimestre au cours

« duquel la déclaration du chiffre d’affaires fait apparaître un

« crédit de taxe non imputable au titre des biens d’investissement.

« Le crédit de taxe déductible demandé en remboursement

« ne doit pas faire l’objet d’imputation. Les contribuables

« sont tenus de procéder à l’annulation dudit crédit sur la

« déclaration du chiffre d’affaires du mois ou du trimestre qui

« suit le trimestre ayant dégagé un crédit de taxe donnant lieu

« au remboursement.

« Ouvre droit au remboursement la taxe sur la valeur

« ajoutée grevant les factures d’achat dont le paiement est

« intervenu au cours du trimestre.

« Les remboursements de crédit de taxe afférent aux

« biens d’investissement sont liquidés, dans un délai de trente

« (30) jours à compter de la date du dépôt de la demande de

« remboursement, dans la limite du montant de la taxe sur la

« valeur ajoutée sur lesdits biens d’investissement.

« Les remboursements liquidés font l'objet de décisions
« du ministre chargé des finances ou de la personne déléguée
« par lui à cet effet et donnent lieu à l'établissement d'ordre
« de remboursement.

« Article 125 ter. – Récupération de la taxe sur la valeur
« ajoutée non apparente.

« Par dérogation aux dispositions des articles 101 et
« 104 ci-dessus, ouvre droit à déduction la taxe non apparente
« sur le prix d'achat des légumineuses, fruits et légumes
« non transformés, d'origine locale, destinés à la production
« agroalimentaire vendue localement.

« Le montant de la taxe non apparente est déterminé sur
« la base d'un pourcentage de récupération calculé par
« l'assujetti à partir des opérations réalisées au cours de
« l'exercice précédent comme suit :

« -au numérateur, le montant annuel des achats de
« produits agricoles non transformés, augmenté du
« stock initial et diminué du stock final ;

« -au dénominateur, le montant annuel des ventes des
« produits agricoles transformés toute taxe comprise.

« Le pourcentage obtenu est définitif pour le calcul de
« la taxe non apparente à récupérer au titre de l'année suivante.

« Le pourcentage ainsi déterminé est appliqué au chiffre
« d'affaires du mois ou du trimestre de l'année suivante pour
« la détermination de la base de calcul de la taxe non apparente.
« Cette base est soumise au même taux de la taxe sur la valeur
« ajoutée applicable au produit agricole transformé.

« Article 187 bis. – Sanctions pour infraction aux
« dispositions relatives à la télédéclaration

« Une majoration de 1% est applicable sur les droits
« dus ou qui auraient été dus en l'absence d'exonération, en
« cas de non respect des obligations de télédéclaration prévues
« à l'article 155 ci-dessus.

« Le montant de la majoration précitée ne peut être
« inférieur à mille (1 000) dirhams.

« La majoration visée ci-dessus est recouvrée par voie
« de rôle sans procédure.

« Article 208 bis. – Sanctions pour infraction aux
« dispositions relatives au télépaiement

« Une majoration de 1% est applicable sur les droits dus
« ou qui auraient été dus en l'absence d'exonération, en cas
« de non respect des obligations de télépaiement prévues à
« l'article 169 ci-dessus.

« Le montant de la majoration précitée ne peut être
« inférieur à mille (1 000) dirhams.

« La majoration visée ci-dessus est recouvrée par voie
« de rôle sans procédure.

« Article 221 bis. – Procédures de dépôt de la déclaration
« rectificative

« I- Lorsque l'administration constate des erreurs
« matérielles dans les déclarations souscrites, elle invite le
« contribuable par lettre notifiée, dans les formes prévues à
« l'article 219 ci-dessus, à souscrire une déclaration rectificative
« dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception
« de ladite lettre.

« La lettre de notification précitée doit préciser la nature
« des erreurs matérielles constatées par l'administration.

« Si le contribuable accepte de rectifier les erreurs
« précitées, il doit déposer une déclaration rectificative dans
« le délai de trente (30) jours prévu ci-dessus.

« Si le contribuable ne dépose pas la déclaration
« rectificative dans le délai de trente (30) jours précité ou
« dépose une déclaration rectificative partielle, la procédure
« est poursuivie conformément aux dispositions de l'article
« 228-II ci-dessus.

« La déclaration rectificative précitée doit être établie
« sur ou d'après un imprimé-modèle de l'administration et elle
« est prise en considération par l'administration, sans préjudice
« de l'application des dispositions relatives au droit de contrôle
« de l'impôt prévu par le Titre Premier du Livre II du présent
« code pour toute la période non couverte par la prescription.

« II- Lorsque l'administration constate que les chiffres
« d'affaires réalisés par les contribuables soumis à l'impôt sur
« le revenu selon le régime du bénéficiaire forfaitaire, du résultat
« net simplifié ou celui de l'auto-entrepreneur dépassent
« pendant deux années consécutives les limites prévues pour
« lesdits régimes aux articles 39, 41 et 42 ter ci-dessus, ils sont
« invités par lettre notifiée, dans les formes prévues à l'article
« 219 ci-dessus, à déposer des déclarations rectificatives selon
« le régime qui leur est applicable dans un délai de trente (30)
« jours suivant la date de réception de ladite lettre de
« notification.

« La lettre précitée doit préciser les motifs et la nature
« des insuffisances constatées dans la déclaration initiale.

« Lorsque l'administration estime que les rectifications
« introduites dans le délai de trente (30) jours prévu ci-dessus
« sont insuffisantes ou lorsque le contribuable ne dépose pas
« la déclaration rectificative dans ce délai, la procédure
« est poursuivie conformément aux dispositions de l'article
« 228-II ci-dessus. »

« III.- A compter du 1^{er} janvier 2016, sont abrogées « les
« dispositions des articles 97, 202, 276 du code général des
« impôts précité.

TAXE ECOLOGIQUE SUR LA PLASTURGIE

Article 9

A compter du 1^{er} janvier 2016, les paragraphes I et II de
l'article 12 de la loi de finances n°115-12 pour l'année budgétaire
2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du 14 safar 1434
(28 décembre 2012), sont modifiés comme suit :

« Article 12. – I. – A compter duet les ouvrages
« en ces matières relevant du chapitre 39 du Système Harmonisé
« à l'exclusion des produits relevant des positions tarifaires
« suivantes :

3901101000	3903901000	3905191000	3906101000	3907709100	3909401000
3901102000	3904101000	3905211000	3906109000	3907709900	3909402000
3901201000	3904211000	3905219000	3906901110	3907911000	3909501000
3901301000	3904221000	3905291100	3906901190	3907992000	3911101100
3901901000	3904301000	3905299100	3906909100	3907999200	3911101300
3902101000	3904401000	3905301100	3906909500	3907999800	3911109100
3902201000	3904501000	3905301900	3907200000	3908101000	3911901000
3902301000	3904611000	3905309000	3907301000	3908901000	3911909100
3902901000	3904691000	3905911100	3907309000	3908902000	3912201010
3903111000	3904901100	3905911900	3907500010	3909101100	3912201090
3903191000	3904902100	3905991100	3907500090	3909101900	3912391090
3903201000	3904909100	3905991900	3907602000	3909201000	3913908000
3903301000	3905120000	3905999100	3907701000	3909301000	3914000010

Cette taxe s'applique également aux produits relevant des positions tarifaires suivantes :

4202321091	6702100090	8536309010	8536903000	8538909911	8544421091
4202321099	6704110000	8536309090	8536909011	8538909913	8544421099
4202391000	6704190000	8536490011	8536909013	8538909917	8544491011
4202921091	8507100010	8536490019	8536909015	8538909930	8544491019
4202921092	8507100090	8536490030	8536909017	8538909991	8544491021
4202921099	8507200000	8536490091	8536909019	8538909999	8544491029
4202991000	8507301000	8536490099	8536909021	8539411000	8544491030
6402120090	8507309000	8536500500	8536909029	8539419000	8544491040
6402190090	8507401000	8536501300	8536909030	8539491000	8544491051
6402200091	8507409000	8536501900	8536909091	8539499000	8544491059
6402200099	8507501000	8536509011	8536909092	8544111000	8544491061
6402910092	8507601000	8536509012	8536909098	8544119000	8544491069
6402910094	8507800500	8536509013	8537101100	8544191000	8544491090
6402910098	8507802000	8536509017	8537101910	8544199000	8544429011
6402990028	8507509000	8536509080	8537101990	8544201000	8544429019
6402990040	8507609000	8536611000	8537103000	8544202100	8544429021
6402990084	8507809800	8536619010	8537109000	8544202900	8544429029
6402990085	8535909091	8536619090	8537200010	8544209000	8544429091
6402990086	8536101100	8536691000	8537200090	8544301000	8544429099
6402990087	8536201000	8536699010	8538100000	8544309000	8544499011
6406200090	8536209010	8536699090	8538901000	8544421011	8544499019
6406902021	8536209090	8536702000	8538902000	8544421019	8544499021
6702100011	8536301100	8536901000	8538909110	8544421021	8544499029
6702100019	8536301900	8536902000	8538909190	8544421029	8544499030
8544499040	8544607100	8708100000	9018391100	9405921000	9602009070
8544499051	8544607900	8708210000	9018391900	9405929000	9602009091
8544499059	8544609000	8708291000	9018392010	9406001000	9602009099
8544499061	8544700010	8708298100	9018392090	9503001021	9603100000
8544499069	8544700090	8708298900	9018909010	9503001029	9603210000
8544499090	8546900020	8708700000	9021210010	9503002011	9603400000
8544601100	8547200000	8708941000	9021391000	9503002021	9603901000
8544601900	8607110000	8714910011	9028301000	9503002091	9603909091
8544602100	8607120000	8714920011	9028309000	9503009220	9603909099
8544602900	8607190011	8714930011	9403700000	9503009320	9606210000
8544603100	8607190019	8714940011	9404300099	9503009411	9616100090
8544603900	8607190020	8714950011	9405103100	9503009492	9619003110
8544604000	8607190030	8714960011	9405203100	9503009620	9619003190
8544605000	8607190091	8714990011	9405404100	9503009992	9619003900
8544606100	8607190092	9003110000	9405504100	9504300010	
8544606900	8607190099	9018310010	9405603100	9602009060	

« II. – Le taux de la taxe est fixée à **1% ad valorem.** »

*Occupation du domaine public
par les établissements publics
et les exploitants de réseaux publics
de télécommunications*

Redevance

Article 10

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions de l'article 20 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997 tel qu'il a été modifié et complété, sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article 20. – Les établissements publics sont soumis
« au paiement, au profit du Trésor, d'une redevance annuelle,
« par chaque établissement concerné, pour l'occupation du
« domaine public de l'Etat mis à leur disposition dans le cadre
« des missions qui leur sont imparties par leur texte institutif.

« Les exploitants de réseaux publics de
« télécommunications sont soumis au paiement, au profit
« du Trésor, d'une redevance annuelle, par chaque exploitant
« concerné, pour l'occupation du domaine public de l'Etat
« pour y installer des supports, ouvrages et infrastructures
« destinés à l'établissement et à l'exploitation des réseaux de
« télécommunications.

« Les montants des redevances prévues au présent article
« sont fixés par voie réglementaire.»

Taxe sur les contrats d'assurances

Article 11

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe XI du titre III de l'annexe II du décret n° 2-58-1151 du 12 jourmada II 1378 (24 décembre 1958) portant codification des textes sur l'enregistrement et le timbre, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Annexe II

« Taxe sur les contrats d'assurances

« Titre III

«

« XI. – A. – La taxe
« (21 avril 2004).

« B. – Le produit de la taxe sur les contrats d'assurances
« est affecté à concurrence de 20% au profit du Fonds spécial
« relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions
« institué par l'article 30 de la loi de finances n° 26-99 pour
« l'année budgétaire 1999-2000, promulguée par le dahir
« n° 1-99-184 du 16 rabii I 1420 (30 juin 1999) ; il est réparti
« entre les régions au prorata de la population par décision du
« ministre chargé de l'intérieur après visa du ministre chargé
« des finances.

« Le reste (80%) est affecté à concurrence de :

« – 50% pour le budget général ;

« – 25% pour le "Fonds de solidarité des assurances".....
« 1984 ;

« – 25% pour le "Fonds d'appui à la cohésion sociale"
«(16 mai 2012). »

*Prime de renouvellement des véhicules
de transport routier de marchandises pour compte d'autrui
et de transport public en commun de personnes
dans le milieu rural et prime à la casse des véhicules
à moteur de transport routier de marchandises
pour compte d'autrui*

Article 12

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions de l'article 8 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014, promulguée par le dahir 1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013), sont modifiées comme suit :

« Article 8. – Il est institué.....
« compte d'autrui.

« 1. –
«

« 2. – Prime à la casse des véhicules à moteur de transport
« routier de marchandises pour compte d'autrui.

« Les véhicules concernés.....les conditions
« suivantes :

- « –du transport ;
- « – avoir un poids total en charge autorisé supérieur à
3,5 tonnes ;
- « – être en activité.....
- «

(la suite sans modification.)

II. – RESSOURCES AFFECTEES

Affectation de ressources aux régions

Article 13

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions, promulguée par le dahir n° 1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015), il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2016, 2% du produit de l'impôt sur les sociétés.

Article 14

En application des dispositions de l'article 188 de la loi organique précitée n° 111-14, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2016, 2% du produit de l'impôt sur le revenu.

*Confirmation des affectations résultant
des budgets des services de l'Etat
gérés de manière autonome
et des comptes spéciaux du Trésor*

Article 15

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date du 31 décembre 2015, sont confirmées pour l'année budgétaire 2016.

SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

Création de services de l'Etat gérés de manière autonome

Article 16

A compter du 1^{er} janvier 2016, sont créés les services de l'Etat gérés de manière autonome suivants :

- « Théâtre Mohammed VI d'Oujda » rattaché au ministère chargé de la culture ;
- « Institut national des beaux-arts de Tétouan » rattaché au ministère chargé de la culture ;
- « Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine de Rabat » rattaché au ministère chargé de la culture ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Drâa-Tafilalet ».

*Modification des services de l'Etat gérés
de manière autonome*

Article 17

A compter du 1^{er} janvier 2016, les intitulés des services de l'Etat gérés de manière autonome sont modifiés comme suit :

- « Centre régional d'investissement de la région de Tanger-Tétouan » en « Centre régional d'investissement de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de l'Oriental » en « Centre régional d'investissement de la région de l'Oriental » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Fès-Boulemane » en « Centre régional d'investissement de la région de Fès-Meknès » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Rabat - Salé - Zemmour-Zaër » en « Centre régional d'investissement de la région de Rabat-Salé-Kénitra » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Tadla-Azilal » en « Centre régional d'investissement de la région de Béni Mellal-Khénifra » ;
- « Centre régional d'investissement de la région du Grand-Casablanca » en « Centre régional d'investissement de la région de Casablanca-Settat » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Marrakech - Tensift - AI Haouz » en « Centre régional d'investissement de la région de Marrakech-Safi » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Souss-Massa-Draâ » en « Centre régional d'investissement de la région de Souss-Massa » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Guelmim-Es-Semara » en « Centre régional d'investissement de la région de Guelmim-Oued Noun » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra » en « Centre régional d'investissement de la région de Laâyoune-Sakia El Hamra » ;
- « Centre régional d'investissement de la région de Oued Ed-dahab – Lagouira » en « Centre régional d'investissement de la région de Dakhla-Oued Ed-Dahab » ;
- « Service d'accueil, d'assistance et d'évaluation des programmes » rattaché au ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social en « Service de l'orientation et de l'appui » ;

- « Service autonome des unités de production » rattaché à la délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion en « Service des unités de formation artistique et artisanale » ;
- « Centre hospitalier provincial d'Inezgane-Ait Melloul » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier préfectoral Inezgane-Ait Melloul » ;
- « Centre hospitalier régional de Doukkala Abda » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Safi » ;
- « Centre hospitalier régional de Chaouia Ouardigha » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Settat » ;
- « Centre hospitalier régional du « Gharb Cherarda Beni H'ssen » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Kénitra » ;
- « Centre hospitalier régional de la Wilaya de Tanger » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Tanger » ;
- « Centre hospitalier régional de la Wilaya de Tétouan » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial de Tétouan » ;
- « Centre hospitalier provincial d'Errachidia » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional d'Errachidia » ;
- « Centre hospitalier régional de Taza Al Hoceima Taounate » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier provincial d'Al Hoceima » ;
- « Centre hospitalier régional de Oued Eddahab-Lagouira » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Oued-Ed-Dahab » ;
- « Centre hospitalier régional de Laâyoune Boujdour Sakia L'Hamra » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Laâyoune » ;
- « Centre hospitalier régional Tadla Azilal » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Béni Mellal » ;
- « Centre hospitalier régional de Souss Massa Darâa » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional d'Agadir » ;
- « Centre hospitalier régional de Marrakech Tensift Al Haouz » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Marrakech » ;

- « Centre hospitalier régional du grand Casablanca » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Casablanca » ;
- « Centre hospitalier préfectoral de Fès » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Fès » ;
- « Centre hospitalier régional de Meknès Tafilalt » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier préfectoral de Meknès » ;
- « Centre hospitalier régional de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Rabat » ;
- « Centre hospitalier régional de l'Oriental » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional d'Oujda » ;
- « Centre hospitalier provincial de M'diq Fnideq » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier préfectoral de M'diq Fnideq » ;
- « Centre hospitalier régional de Guelmim Es-Smara » rattaché au ministère chargé de la santé en « Centre hospitalier régional de Guelmim ».

*Suppression des services de l'Etat gérés
de manière autonome*

Article 18

A compter du 1^{er} janvier 2016, sont supprimés les services de l'Etat gérés de manière autonome suivants :

- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Chaouia-Ouardigha » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Doukala-Abda » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Gharb-Chrarda-Beni Hssen » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Meknès-Tafilalet » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre régional d'investissement de la région de Taza - Al Hoceima - Taounate » ;
- le service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre hospitalier régional de Fès Boulemane ».

Le solde des services de l'Etat gérés de manière autonome précités, disponible au 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

*Création du compte d'affectation spéciale
intitulé « Fonds de mise à niveau sociale »*

Article 19

I. – A compter du 1^{er} janvier 2016, le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de mise à niveau sociale » prévu par l'article 142 de la Constitution, dont l'ordonnateur est le Chef du gouvernement, comptabilisera, pour une durée de douze (12) ans, les opérations afférentes à la résorption des déficits en matière de développement humain, d'infrastructures et d'équipements, conformément à l'article 229 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions.

II. – Ce compte retracera :

Au crédit :

- les versements du budget général ;
- les sommes versées par les collectivités territoriales et/ou les établissements et entreprises publics pour la réalisation d'opérations de mise à niveau sociale des régions ;
- les participations diverses ;
- les versements par le budget général, dans le cadre des articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;
- les recettes diverses ;
- les dons et legs.

Au débit :

- les dépenses afférentes à l'approvisionnement en eau potable et en électricité ;
- les dépenses afférentes à la résorption de l'habitat insalubre ;
- les dépenses afférentes à la réalisation des programmes de santé ;
- les dépenses afférentes aux programmes relatifs à l'éducation ;
- les dépenses afférentes à la réalisation des réseaux routiers et des voies de communication ;
- les versements au budget général, aux fins d'être reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de finances.

III. – Conformément à l'article 230 de la loi organique précitée n°111-14, le Chef du gouvernement, peut instituer par arrêté, les Walis des régions sous-ordonnateurs dudit compte.

*Création du compte d'affectation spéciale
intitulé « Fonds de solidarité interrégionale »*

Article 20

I. – A compter du 1^{er} janvier 2016, le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de solidarité interrégionale » prévu par l'article 142 de la Constitution, dont l'ordonnateur est le ministre de l'intérieur, comptabilisera les opérations visant la répartition équitable des ressources en vue de réduire les disparités entre les régions, conformément à l'article 234 de la loi organique n° 111-14 relative aux régions.

II. – Ce compte retracera :

Au crédit :

- les contributions des régions disposant de ressources importantes ;
- les participations diverses ;
- les sommes versées par les collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics pour la réalisation d'opérations de développement régional, dans le cadre de la solidarité interrégionale ;
- les versements par le budget général, dans le cadre des articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;
- les recettes diverses ;
- les dons et legs.

Au débit :

- les sommes versées aux budgets des régions confrontées à des insuffisances de leurs ressources et destinées au financement des projets de développement régional ;
- les sommes mises à la disposition des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics pour la réalisation d'opérations de développement régional, dans le cadre de la solidarité interrégionale ;
- les versements au budget général aux fins d'être reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de finances.

*Mise en conformité de certains comptes d'affectation spéciale
avec les dispositions de la loi organique
n°130-13 relative à la loi de finances*

Article 21

A compter du 1^{er} janvier 2016, les comptes d'affectation spéciale suivants sont mis en conformité avec les dispositions de la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de finances:

A. – Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse

Les dispositions du paragraphe II de l'article 50 de la loi de finances transitoire n° 45-95 pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1996, promulguée par le dahir n° 1-95- 243 du 8 chaabane 1416 (30 décembre 1995), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 50. – II. – Ce compte retracera :

Au crédit :

- « – le produit des dons.....
- « – solidarité nationale ;
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

Au débit :

- « 1 –
- « ;
- « 2 – les versements :
« – à l'office potable ;
« – aux offices valeur agricole ;
« – au crédit agricole ;
- « 3 – les versements au budget général aux fins d'être
« reversées au profit d'autres comptes d'affectation spéciale
« ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique
« n° 130-13 relative à la loi de finances.

« L'engagement desfinances. »

B. – Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes

Les dispositions du paragraphe II de l'article 43 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 43. – II. – Ce compte retracera :

Au crédit :

- « – les dotations du budget général ;
- « – les recettes diverses ;
- « – les remboursements.....conjoints ;
- « – les dons..... ;
- « – la restitutionprofessionnelle ;
- « – les versements par le budget général sous forme de
« crédits additionnels dans le cadre des articles 22 et 27
« de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances.

Au débit :

- «
- «
- « 10 –formation professionnelle ;
- « 11 – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale
« ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances. »

C. – Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain

Les dispositions du paragraphe II de l'article premier du décret n° 2-05-1016 du 12 jourmada II 1426 (19 juillet 2005) portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », tel qu'il a été ratifié par l'article 47 de la loi de finances n° 35-05 pour l'année budgétaire 2006, promulguée par le dahir n° 1-05-197 du 24 kaada 1426 (26 décembre 2005), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article premier. – II. – Ce compte retracera :

Au crédit :

- «
- «
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

Au débit :

- «
- «
- « – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de
la loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

D. – Part des collectivités territoriales dans le produit de la taxe sur la valeur ajoutée

Les dispositions de l'article 33 bis de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 33 bis. – I. – Afin.....un compte
« d'affectation spéciale intitulé « Part des collectivités
« territoriales dans le produit de la taxe sur la valeur ajoutée »
« dont ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

Au crédit :

- «
- «
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

Au débit :

- « – les dépenses en vigueur ;
- « – les salairesdes espaces verts ;
- « – les versements au profit du budget général d'un montant
« correspondant à 5,05% de la part du produit de la
« TVA désignée ci-dessus pour être reversés au compte
« d'affectation spéciale dénommé « Financement des
« dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage »
« conformément à l'article 27 de la loi organique n° 130-13
« relative à la loi de finances ;
- « – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances.
- « – les versements de l'avance au profit des fonctionnaires
« en vigueur ;
- « – les dépenses relatives aux remboursements,
« dégrèvements et restitutions, fiscaux. »

E. – Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage

Les dispositions de l'article 27 de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003, promulguée par le dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 27. – En vue l'intérieur,
« retracera :

Au crédit :

- « – les versements par le budget général d'un montant
« correspondant à 5,05% de la part du produit de la TVA
« provenant du compte d'affectation spéciale « Part des
« collectivités territoriales dans le produit de la taxe
« sur la valeur ajoutée » au profit de ce compte
« conformément à l'article 27 de la loi organique n° 130-13
« relative à la loi de finances ;
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;
- « – les versements général ;
- « – les fonds ;
- « – les recettes ;
- « – le produit ce compte.

Au débit :

- «
- «
- « – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

F. – Fonds de soutien à la sûreté nationale

Les dispositions du paragraphe II de l'article 29 de la loi de finances n° 48-03 pour l'année budgétaire 2004 promulguée par le dahir n° 1-03-308 du 7 kaada 1424 (31 décembre 2003), sont complétées comme suit :

« Article 29. – II. – Ce compte retracera :

Au crédit :

- «
- «
- « – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

Au débit :

- «
- «
- « – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

G. – Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles

Les dispositions des paragraphes II et III de l'article 16 bis de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009, promulguée par le dahir n° 1-08-147 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 16 bis. – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

«

«

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

«

«

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances.

« III. – Les crédits afférents aux dépenses visées ci-dessus
« sont versés au budget général, aux établissements
« des catastrophes naturelles. »

H. – Fonds spécial de la pharmacie centrale

Les dispositions de l'article 22 de la loi de finances n° 115-12 pour l'année budgétaire 2013, promulguée par le dahir n° 1-12-57 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 22. –

«

« *Au crédit :*

« – le produit pharmaceutiques ;

« – le produit d'exploitation ;

« – les dotations général ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;

« – la contribution annuelle versée par les communes
« médicale ;

« – la contribution partielle médicale ;

« – les dons et ;

« – les recettes

« *Au débit :*

«

«

« – les frais d'assurances ;

« – les versements, aux établissements
« publics ;

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

I. – Fonds de emploi domanial

Les dispositions du paragraphe II de l'article 50 du dahir portant loi de finances pour l'année 1976 n° 1-75-464 du 23 hiza 1395 (26 décembre 1975), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 50. – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« – les versements par le budget général sous forme de
« crédits additionnels dans le cadre des articles 22 et
« 27 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de
« finances ;

«

«

« *Au débit* :

«

«

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;

« – les versements, au profit des
« établissements publics ;

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

J. – Masse des services financiers

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions de l'article 28 de la loi de finances pour l'année 1965 n° 1-65 du 17 kaada 1384 (20 mars 1965), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« *Article 28.* – En vue ordonnateur.

« Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

«

«

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit* :

«

«

« – les dépenses relatives aux remboursements,
« dégrèvements et restitutions fiscaux ;

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

K. – Fonds de développement agricole

Les dispositions du paragraphe II de l'article 33 de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 33.* – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

«

«

« – le produit.....(9 novembre 1992) ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;
« – la part..... viandes et leurs dérivés ;

«

«

« *Au débit* :

«

«

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

L. – Fonds de solidarité habitat et intégration urbaine

Les dispositions du paragraphe II de l'article 24 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées comme suit :

« *Article 24.* – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

«

«

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit* :

«

«

« – les versementsbancaires pour l'accès
« au logement social ;

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances.

« – les fraisventes immobilières ;

«
.....

(la suite sans modification.)

M. – Fonds de modernisation de l'administration publique

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 36 de la loi de finances n° 26-04 pour l'année budgétaire 2005, promulguée par le dahir n° 1-04-255 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 36.– I. – En vue..... est ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

«
.....

«
.....

« –legs ;

« – la restitutionnon utilisées ;

« – les recettes ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au crédit :*

« – les dépenses services publics ;

« – le versement au profit du budget général de dotations

« pour contribuer.....voie réglementaire ;

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la loi
« organique précité n° 130-13 relative à la loi de finances. »

N. – Fonds national forestier

Les dispositions de l'article 34 de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85, promulguée par le dahir n°1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 34. –
.....

«
.....

« *Au crédit :*

«
.....

«
.....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

«
.....

«
.....

« – les restitutions
.....

« – du dahir du 20 hija 1335
« (10 octobre 1917) précité ;

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit comptes d'autres d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances ;

« – la restitution de la part.....dans le cadre de
« contrats ;

« – l'octroi de compensation.....à mettre en
« valeur ;

« – le versement chargé des eaux et forêts
« pour couvrir les dépenses liées au forestier ;

« – le versement..... chargé des eaux et forêts pour
« couvrir les dépenses domaine forestier ;

«
.....

(la suite sans modification.)

O. – Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires

Les dispositions du paragraphe II de l'article 23 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011 promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 23. – II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

«
.....

«
.....

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels.

« *Au débit :*

«
.....

«
.....

« – les versements au budget général aux fins d'être reversés
« au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou
« à des services de l'Etat gérés de manière autonome
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts
affectées aux régions »*

Article 22

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions de l'article 30 de la loi de finances n° 26-99 pour l'année budgétaire 1999-2000, promulguée par le dahir n° 1-99-184 du 16 rabii I 1420 (30 juin 1999), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 30. – I. – Afinl'intérieur.

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

« – le produit de la part de l'impôt sur les sociétés affectée
« aux régions ;

« – le produit de la part de l'impôt sur le revenu affectée
« aux régions ;

« – 20% du produit de la taxe sur les contrats d'assurances
« fixé par l'article 11 de la loi de finances n° 70-15 pour
« l'année budgétaire 2016 ;

« – les contributions du budget général telles que visées
« par l'article 188 de la loi organique n° 111-14 relative
« à la région, promulguée par le dahir n° 1.15.83 du
« 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels;

« – les participations diverses ;

« – les recettes diverses ;

« – les dons et legs.

« *Au débit* :

«

«

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances ;

« – les dépenses relatives aux remboursements,
« dégrèvements et restitutions, fiscaux. »

« III. – la répartition entre les régions, des contributions
« du budget général visées au crédit ci-dessus, sera fixée par
« voie réglementaire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel
et des annonces et de l'édition publique »*

Article 23

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions de l'article 44 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 44. – Afin

«

« Ce compte retracera :

« *Au crédit* :

«

«

« – les versements du budget général.

« *Au débit* :

«

«

« – les dépenses afférentespar voie
« réglementaire :

«* soutien aux sociétés de production nationale d'œuvres
« audiovisuelles et du cinéma ;

«* soutien à la production étrangère au Maroc d'œuvres
« audiovisuelles et du cinéma ;

« * aides à la numérisation.....cinéma ;

« * aides aux..... cinéma ;

« – la restitution imputées au compte ;

« – les dépenses relatives aux annonces.....
« réglementaire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds de solidarité des assurances »*

Article 24

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 39 du dahir portant loi n° 1-84-7 du 6 rabii II 1404 (10 janvier 1984) édictant des mesures d'ordre financier en attendant la promulgation de la loi de finances pour l'année 1984, tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 39. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« – la part revenant à ce compte du produit de la taxe sur
« les contrats d'assurances ;

«

«

« Au débit :

«

«

« – participationvie au travail ;

« – les versements au budget général aux fins d'être reversés
« au profit d'autres comptes d'affectation spéciale ou
« à des services de l'Etat gérés de manière autonome
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances . »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds d'appui à la cohésion sociale »*

Article 25

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 18 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, promulguée par le dahir n° 1-12-10 du 24 joumada II 1433 (16 mai 2012), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 18. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« – le produit de la contribution libératoire.....2014 ;

« – le produit.....livraison à soi-même.....impôts ;

« – 50%.....touristique ;

« – 5,4 % du produit de la taxe intérieure de
« consommation.....(9 octobre 1977) ;

« – la part revenant à ce compte du produit de la taxe sur
« les contrats d'assurances ;

« – les sommessucre ;

« – les dotationsgénéral ;

« – les contributions territoriales ;

« – les contributions et entreprises publics ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des
« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative
« à la loi de finances, sous forme de crédits additionnels;

« – toutes autres ressources.....conventionnel ;

« – les dons

« – les recettes.....

« Au débit :

« – le versement

« régime d'assistance médicale
« au profit :

«* des centres universitaires ;

«* de l'Agence maladie ;

« – la contribution ;

«

«

« – le versementabandon scolaire ;

« – les versements d'aides directes.....par voie
« réglementaire ;

« – les dépenses afférentes à l'octroi de secours ;

« – les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation
« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière
« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la
« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de
« finances. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Compte spécial des dons des pays du conseil
de coopération du Golfe »*

Article 26

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article premier du décret n° 2-13-166 du 13 jourmada I 1434 (25 mars 2013) portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe », tel qu'il a été ratifié par la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014, promulguée par le dahir n° 1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013), en vertu de son article 25, sont complétées comme suit :

« Article premier.– II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

« Au débit :

« –

« – général ;

« – les versements au profit des établissements publics. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds spécial routier »*

Article 27

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 55 de la loi de finances n° 42-94 pour l'année budgétaire 1995 promulguée par le dahir n° 1-94-431 du 28 rejeb 1415 (31 décembre 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 55. – II.–Ce compte retracera :

« 1– Au crédit :

«

«

« – les versements par le budget général sous forme de
« crédits additionnels dans le cadre des articles 22 et 27
« de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances. »

« 2 – Au débit :

«

«

« g) les indemnités d'expropriation pour cause d'utilité
« publique et le montant des acquisitions immobilières à
« l'amiable ou suite à l'exécution des décisions judiciaires,
« liés à la réalisation des infrastructures routières de l'Etat à
« concurrence du montant des recettes prévues aux e), f), g),
« h) et k) du 1° ci-dessus , et du montant des recettes visées aux
« i) et j) du 1° ci-dessus affectées à cet effet ;

« h) les versements.....réseau routier ;

« i) les versements au budget général aux fins d'être
« reversés au profit d'autres comptes d'affectation spéciale
« ou à des services de l'Etat gérés de manière autonome
« conformément aux articles 22 et 27 de la loi organique
« précitée n° 130-13 relative à la loi de finances. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds de délimitation du domaine public
maritime et portuaire »*

Article 28

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions de l'article 50 de la loi de finances n° 14-97 pour l'année budgétaire 1997-1998, promulguée par le dahir n° 1-97-153 du 24 safar 1418 (30 juin 1997), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 50. – I.– En vue de permettreà la
« délimitation, à la préservation et à la valorisation du domaine
« public maritime et portuaire, il est crééintitulé
« «Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation
« du domaine public maritime et portuaire » dont
« est ordonnateur.

«II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

«

« – les versements du budget général.

« Au débit :

« – les dépenses afférentes aux étudesde
« préservation et de valorisation du domaine public
« maritime et portuaire ;

«

«

« – les dépenses afférentes aux frais d'insertion,.....à
« la délimitation, à la préservation et à la valorisation
« du domaine public maritime et portuaire, et aux frais
« d'immatriculation et de conservation du domaine
« public portuaire ;

«

«

« – les dépenses afférentes aux frais de surveillance.....
« portuaire ;

« – les contributions au financement des études et travaux
« liés au domaine public maritime et portuaire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds de développement de la pêche maritime »*

Article 29

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 17 de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009, promulguée par le dahir n° 1-08-147 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008), sont complétées comme suit :

« Article 17.- II.- Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

«

«

« *Au débit :*

«

«

« –autres espèces marines ;

« – les contributions pour les travaux de viabilisation et
« d'accompagnement des projets de développement du
« secteur de la pêche ;

« – l'appui aux associations et coopératives constituées
« uniquement par des femmes opérant dans le domaine
« de la pêche maritime ;

« – l'appui aux opérations de sauvetage des vies humaines
« en mer pour les travaux de réparation et de carénage
« des vedettes et canots de sauvetage. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds pour le développement rural
et des zones de montagne »*

Article 30

Les dispositions de l'article 44 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 44. – I. – En vue

«zones de montagne dont le ministre chargé de
« l'agriculture « est ordonnateur.

« L'ordonnateur peut instituer les walis et les gouverneurs
« ainsi que les chefs de services extérieurs relevant des ministères
« concernés, sous-ordonnateurs dudit compte conformément à
« la réglementation relative à la comptabilité publique.

« L'engagement.....par le gouvernement.

« II. – Ce compte retracera

« *Au crédit :*

« – les dotations du budget général ;

« – les versements par le budget général, dans le cadre des

« articles 22 et 27 de la loi organique n° 130-13 relative à

« la loi de finances, sous forme de crédits additionnels ;

« – les recettes.....une loi ;

« –diverses.

« *Au débit :*

« – les dépenses afférentes aux opérations..... des

« zones de montagne et en particulier le Programme

« de lutte contre les disparités territoriales et sociales

« dans le monde rural ;

« – les versements au budget général aux fins d'être

« reversés au profit d'autres comptes d'affectation

« spéciale ou à des services de l'Etat gérés de manière

« autonome conformément aux articles 22 et 27 de la

« loi organique précitée n° 130-13 relative à la loi de

« finances ;

« – les versements au profit de certains établissements

« des zones de montagne en particulier le

« Programme de lutte contre les disparités territoriales

« et sociales dans le monde rural ;

« – les versements au budget général pour la réalisation

« des opérations afférentes aux programmes de

« développement rural intégré et des zones de montagne

« agréés par le gouvernement et en particulier le

« Programme de lutte contre les disparités

« territoriales et sociales dans le monde rural. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds national pour la protection
et la mise en valeur de l'environnement »*

Article 31

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions de l'article 18 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 18. – I. – En vue dede l'environnement
« et au développement durable, il est créé..... spéciale
« intitulé « Fonds national pour la protection de l'environnement
« et du développement durable » dont.....
« chargé de l'environnement.

«II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

«

«

« – le produit.....année budgétaire 2013 ;

« – 20% du produit des amendes dues aux titre des
« infractions aux dispositions de la loi n° 28-00 relative à la
« gestion des déchets et leur élimination ;

« – les recettes diverses.

« Au débit :

«

«

« – les dépenses afférentes à l'incitation des petites et
« moyennes entreprises en vue de réaliser des projets
« pilotes d'investissement pour le tri et la valorisation
« des déchets conformément à la législation et la
« réglementation en vigueur. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds national pour l'action culturelle »*

Article 32

A compter du 1^{er} janvier 2016, les dispositions du paragraphe II de l'article 33 de la loi de finances pour l'année 1983 n° 24-82, promulguée par le dahir n° 1-82-332 du 15 rabii I 1403 (31 décembre 1982), tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 33. – II. – Ce compte retracera :

« Au débit :

«

«

« – la subvention.....théâtre ;

« – les contributions versées en application des conventions
« de partenariat conclues avec le ministère chargé de
« la culture ;

« Au crédit :

«

(la suite sans modification.)

*Suppression du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds de péréquation et de développement régional »*

Article 33

Le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de péréquation et de développement régional » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le solde du compte d'affectation spéciale précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

*Suppression du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds des tabacs pour l'octroi de secours »*

Article 34

Le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds des tabacs pour l'octroi de secours » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le solde du compte d'affectation spéciale précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

*Suppression du compte de dépenses sur dotations intitulé
« Fonds spécial de développement régional »*

Article 35

Le compte de dépenses sur dotation intitulé « Fonds spécial de développement régional » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le solde du compte de dépenses sur dotation précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

*Suppression du compte de dépenses sur dotations intitulé
« Fonds pour le développement des collectivités locales
et de leurs groupements »*

Article 36

Le compte de dépenses sur dotation intitulé « Fonds pour le développement des collectivités locales et de leurs groupements » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le solde du compte de dépenses sur dotation précité, disponible à la date du 31 décembre 2015, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, article 8100, paragraphe 70 « recettes diverses ».

TITRE II

Dispositions relatives aux charges

I. – BUDGET GENERAL

Habilitation

Article 37

Conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse et imprévue d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

Création de postes budgétaires

Article 38

Il est créé 25.998 postes budgétaires au titre du budget général pour l'année budgétaire 2016.

1. – 25.948 postes budgétaires au profit des ministères et institutions suivantes :

DEPARTEMENTS ET INSTITUTIONS	NOMBRE DE POSTES BUDGETAIRES
Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle :	8 360
- Education nationale.....	8 340
- Formation professionnelle	20
Ministère de l'intérieur.....	7 500
Administration de la défense nationale.....	4 000
Ministère de la santé	2 000
Ministère de l'économie et des finances.....	800
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres.....	500
Ministère des habous et des affaires islamiques.....	400
Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion....	400
Ministère de l'équipement, du transport et de la logistique.....	350
Ministère de la justice et des libertés.....	300
Cour Royale.....	200
Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime :	180
- Agriculture.....	150
- Pêche maritime.....	30
Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement :	170
- Eau.....	120
- Environnement.....	30
- Energie et mines.....	20
Ministère des affaires étrangères et de la coopération.....	100
Chef du gouvernement.....	70
Ministère de la jeunesse et des sports.....	70
Haut commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification	64
Ministère de l'habitat et de la politique de la ville.....	60
Ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire national.....	60
Secrétariat général du gouvernement.....	50
Ministère de la culture.....	50
Haut commissariat au plan.....	45
Juridictions financières.....	40
Ministère de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire.....	23
Ministère de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique.....	20
Ministère chargé des relations avec le parlement et la société civile.....	20
Ministère chargé des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration.....	20
Conseil économique, social et environnemental.....	20
Ministère du tourisme.....	16
Ministère de la communication.....	10
Ministère de l'emploi et des affaires sociales.....	10
Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration.....	10
Haut commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération.....	10
Délégation interministérielle aux droits de l'Homme.....	10
Ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social.....	10
TOTAL.....	25 948

2.- Le Chef du gouvernement est habilité à répartir 50 postes budgétaires entre les différents départements ministériels ou institutions.

3- Outre les postes budgétaires créés en vertu du tableau ci-dessus, et en vue de régulariser la situation administrative des « morchidine », en fonction au sein de l'administration de la défense nationale, il est créé, à compter du 1^{er} janvier 2016, 90 postes budgétaires au profit du ministère des habous et des affaires islamiques.

Sont supprimés, à compter de ladite date, les postes budgétaires occupés par les intéressés dans l'administration de la défense nationale.

*Annulation des crédits de paiement
n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

Article 39

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2015 au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2015, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie générale du Royaume.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2015 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours extérieurs sous forme de dons.

III. – Sont annulés de droit les crédits d'investissement du budget général reportés des exercices 2012 et antérieurs sur les exercices 2013 et ultérieurs correspondant à des opérations de dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015 dont les travaux ou prestations correspondants n'ont pas été réalisés et au titre desquelles aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les engagements correspondant auxdits crédits sont également annulés de droit.

IV. – Lorsque les crédits d'investissement reportés correspondent à des marchés achevés, lesdits crédits et les engagements correspondants sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

II. – SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

Habilitation

Article 40

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à créer, par décrets, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2016.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Habilitation

Article 41

Conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse et imprévue, à créer, par décrets, de nouveaux comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2016.

Les commissions parlementaires chargées des finances en sont préalablement informées.

Les nouveaux comptes spéciaux du Trésor visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

*Annulation des crédits et des engagements n'ayant pas fait
l'objet d'ordonnancement dûment visé*

Article 42

I. – Sont annulés de droit les crédits correspondant à des opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportés des exercices 2012 et antérieurs sur les exercices 2013 et ultérieurs et qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015 dont les travaux ou prestations correspondants n'ont pas été réalisés et au titre desquelles aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les engagements correspondant auxdits crédits sont également annulés de droit.

II. – Lorsque les opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportées correspondent à des marchés achevés, les crédits et les engagements y afférents sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

*Engagement par anticipation
sur le compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds de soutien à l'initiative nationale
pour le développement humain »*

Article 43

Le montant des dépenses que le Chef du gouvernement est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.0000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale
intitulé « Fonds spécial routier »*

Article 44

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'équipement, est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne »

Article 45

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'agriculture, est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à cinq cents millions de dirhams (500.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »

Article 46

Le montant des dépenses que le ministre chargé de la culture est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à trois cents millions de dirhams (300.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »

Article 47

Le montant des dépenses que le ministre chargé des sports est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale »

Article 48

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'intérieur est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à la sûreté nationale », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à cent millions de dirhams (100.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »

Article 49

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'intérieur est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à six cents millions de dirhams (600.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier »

Article 50

Le montant des dépenses que le Haut commissaire aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à deux cents millions de dirhams (200.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires »

Article 51

Le montant des dépenses que le Délégué général à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à quatre cents millions de dirhams (400.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces armées Royales »

Article 52

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'administration de la défense nationale est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2016, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2017, est fixé à cinquante-six milliards quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions de dirhams (56.499.000.000 DH).

Opérations des comptes spéciaux du Trésor

Article 53

Par dérogation aux dispositions de l'article 28, 6^{ème} alinéa de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2015, ainsi que l'imputation directe sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités, continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2016, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

TITRE III

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges de l'Etat

Article 54

Pour l'année budgétaire 2016, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (1) :	212 411 541 000
- Recettes fiscales :	196 937 900 000
- Impôts directs et taxes assimilées.....	86 104 000 000
- Impôts indirects.....	85 558 000 000
- Droits de douane.....	7 980 100 000
- Droits d'enregistrement et de timbre.....	17 295 800 000
- Recettes non fiscales :	15 473 641 000
- Produits des cessions de participations de l'Etat	Mémoire
- Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat.....	8 330 365 000
- Revenus du domaine de l'Etat.....	349 500 000
- Recettes diverses.....	5 497 776 000
- Dons et legs.....	1 296 000 000
DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL (2) :	216 903 584 000
- Dépenses de fonctionnement :	188 618 974 000
- Dépenses de personnel.....	106 775 771 000
- Dépenses de matériel et dépenses diverses.....	35 101 203 000
- Charges communes	38 182 000 000
- Dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux.....	5 260 000 000
- Dépenses imprévues et dotations provisionnelles.....	3 300 000 000
- Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique	28 284 610 000
SOLDE ORDINAIRE (3)=(1)-(2).....	-4 492 043 000
Dépenses d'investissement du budget général (4).....	61 392 142 000
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (5)=(3)-(4).....	-65 884 185 000
Services de l'Etat gérés de manière autonome :	
- Recettes des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome....	3 006 217 000
- Dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome :	3 006 217 000
- Dépenses d'exploitation.....	2 224 957 000
- Dépenses d'investissement.....	781 260 000
Solde des services de l'Etat gérés de manière autonome (6).....	-
COMPTES SPECIAUX DU TRÉSOR :	
- Recettes des comptes spéciaux du trésor.....	78 936 483 000
- Dépenses des comptes spéciaux du trésor	66 707 655 000
Solde des comptes spéciaux du trésor (7).....	12 228 828 000
SOLDE DU BUDGET DE L'ETAT (HORS PRODUITS DES EMPRUNTS ET HORS AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERMES) (8)=(5)+(6)+(7).....	-53 655 357 000
Amortissement de la dette publique à moyen et long termes (9) :	40 907 378 000
- Interne.....	36 320 700 000
- Externe	4 586 678 000
Besoins bruts de financement de la loi de finances (10)=(8)-(9).....	-94 562 735 000
Recettes d'emprunts à moyen et long termes (11) :	70 500 000 000
- Interne.....	45 000 000 000
- Externe	25 500 000 000
Besoins résiduels de financement de la loi de finances (10)+(11).....	-24 062 735 000

Autorisation d'emprunter et d'émettre

tout autre instrument financier

Article 55

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier, à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2016, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8500, paragraphe 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

Article 56

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2016, l'ensemble des charges du Trésor, est autorisée l'émission d'emprunts intérieurs et tout autre instrument financier.

Gestion active de la dette intérieure

Article 57

Le gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, des échanges et des mises en pension des bons du Trésor.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL,
DES BUDGETS DES SERVICES DE L'ETAT
GERES DE MANIERE AUTONOME
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

I.- BUDGET GENERAL

Article 58

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à la somme de cent quatre-vingt-huit milliards six cent dix-huit millions neuf cent soixante-quatorze mille dirhams (188.618.974.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

Article 59

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à quatre-vingt-dix-sept milliards cent quatre-vingt-dix-huit millions cent quarante-deux mille dirhams (97.198.142.000 DH), dont soixante et un milliards trois cent quatre-vingt-douze millions cent quarante-deux mille dirhams (61.392.142.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

Article 60

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de soixante-neuf milliards cent quatre-vingt et onze millions neuf cent quatre-vingt-huit mille dirhams (69.191.988.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

II. – SERVICES DE L'ETAT
GERES DE MANIERE AUTONOME

Article 61

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à deux milliards deux cent vingt-quatre millions neuf cent cinquante-sept mille dirhams (2.224.957.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

Article 62

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à neuf cent trente-sept millions cent soixante mille dirhams (937.160.000 DH) dont sept cent quatre-vingt et un millions deux cent soixante mille dirhams (781.260.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et d'engagement sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 63

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2016, au titre des opérations des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à soixante-six milliards sept cent sept millions six cent cinquante-cinq mille dirhams (66.707.655.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau (G) annexé à la présente loi de finances.

*

* *

Tableau (A)
(Article 54)
EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL,
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016
(En dirhams)
I. Budget général

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016		
1.1.0.0.02.000	0000		<i>COUR ROYALE</i>			
			ADMINISTRATION GENERALE			
		10	Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons	Mémoire		
		20	Recettes au titre des ordres du Royaume	50 000		
		30	Recettes diverses	Mémoire		
			<i>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</i>	50 000		
1.1.0.0.05.000	0000		<i>JURIDICTIONS FINANCIERES</i>			
			ADMINISTRATION GENERALE			
		10	Débets juridictionnels	Mémoire		
		20	Condamnations au remboursement prononcées par les juridictions financières	Mémoire		
		30	Amendes, astreintes et autres sanctions prononcées par les juridictions financières	Mémoire		
		40	Intérêts de retard au titre des sanctions prononcées par les juridictions financières	Mémoire		
		50	Reprographie pour consultation des dossiers	Mémoire		
			<i>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</i>	Mémoire		
			<i>TOTAL DU CHAPITRE JURIDICTIONS FINANCIERES</i>	Mémoire		
		1.1.0.0.06.000	9400		<i>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</i>	
					SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE	
10	Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions			30 000 000		
20	Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions			400 000 000		
30	Recettes diverses			2 000 000		
	<i>TOTAL DE L'ARTICLE SERVICES COMMUNS DU DOMAINE JUDICIAIRE</i>			432 000 000		
	<i>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</i>			432 000 000		
1.1.0.0.07.000	9100		<i>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</i>			
			MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES			
		10	Droits de chancellerie	310 000 000		
	20	Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes	200 000			

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016		
1.1.0.0.08.000	0000	30	Recettes diverses	2 500 000		
			TOTAL DE L'ARTICLE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	312 700 000		
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	312 700 000		
			MINISTERE DE L'INTERIEUR			
			ADMINISTRATION GENERALE			
		10	Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix	700 000		
		20	Recettes diverses	5 500 000		
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	6 200 000		
		3100	DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE			
		10	Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation	300 000		
20	Vacations pour services payés de police	Mémoire				
30	Recettes diverses	200 000				
1.1.0.0.0.10.000	0000		TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE	500 000		
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTERIEUR	6 700 000		
			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES			
			ADMINISTRATION GENERALE			
		10	Droits d'inscription	Mémoire		
		20	Recettes diverses	400 000		
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	400 000		
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES	400 000		
			MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
			ADMINISTRATION GENERALE			
1.1.0.0.0.11.000	0000	10	Recettes diverses	2 000 000		
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	2 000 000		
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 000 000		
			MINISTERE DE LA SANTE			
			ADMINISTRATION GENERALE			
		1.1.0.0.0.12.000	0000	10	Droits de police sanitaire et de visite sanitaire	15 000
				20	Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires	40 000
				30	Droits d'analyse des laboratoires	Mémoire

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016	
1.1.0.0.0.13.000	8100	40	Recettes diverses	1 150 000	
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	1 205 000	
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE	1 205 000	
			MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
			ADMINISTRATION GENERALE		
		10	Pénalités et amendes autres que fiscales	50 000	
		20	Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles	Mémoire	
		30	Créances sur le Trésor prescrites	100 000 000	
		40	Prélèvement sur les produits des jeux de hasard	Mémoire	
		50	Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers	Mémoire	
	60	Contribution des collectivités territoriales aux dépenses supportées par le budget général	Mémoire		
	70	Recettes diverses	150 000 000		
	8200			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	250 050 000
				DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES	
	8300	10	Recettes diverses	100 000	
				TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES	100 000
				ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	
		10	Droits de douane		
		11	Droits d'importation	7 980 000 000	
		12	Prélèvement fiscal à l'importation	Mémoire	
		13	Redevance sur l'exploitation des phosphates	Mémoire	
		14	Taxe uniforme	100 000	
		15	Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes	5 800 000	
		16	Droits de chancellerie	13 300 000	
		17	Taxes sur les transports privés	3 800 000	
		20	Taxes intérieures de consommation		
		21	Taxes sur les vins et alcools	538 000 000	
		22	Taxe sur les bières	760 000 000	
	23	Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades	291 000 000		
	24	Taxe sur le sucre, les produits sucrés, la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles	Mémoire		
	25	Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine	11 000 000		
	26	Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques	Mémoire		
	27	Taxe sur les produits énergétiques	14 850 000 000		
	28	Taxe sur les tabacs manufacturés	9 050 000 000		

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016
		30	Taxe sur la valeur ajoutée	
		31	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	32 718 000 000
		32	Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur	668 000 000
		40	Produits des confiscations	30 000 000
		50	Taxe d'inspection	
		51	Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation	Mémoire
		52	Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux	Mémoire
		60	Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard	70 500 000
		70	Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects	98 500 000
		80	Redevance gazoduc	2 000 000 000
		90	Recettes diverses	8 000 000
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	69 096 000 000
	8400		DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	
		10	Impôts directs	
		11	Impôt sur les sociétés	44 500 000 000
		12	Impôt sur le revenu	38 859 000 000
		20	Taxes assimilées	
		21	Taxe de licence sur les débits de boissons	56 000 000
		22	Taxe professionnelle	317 000 000
		23	Taxe d'habitation	46 000 000
		30	Impôts sur les tabacs	Mémoire
		40	Taxe sur la valeur ajoutée	
		41	Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur	26 672 000 000
		50	Droits d'enregistrement	
		51	Droits sur les mutations	9 971 000 000
		52	Droits sur les autres conventions	1 770 000 000
		53	Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires	Mémoire
		54	Taxes judiciaires	Mémoire
		55	Taxe sur les actes et conventions	Mémoire
		56	Assistance judiciaire	Mémoire
		57	Taxe sur les contrats d'assurances	1 002 000 000
		58	Droits divers et recettes accessoires	Mémoire
		60	Droits de timbre	
		61	Timbre unique et papier de dimension	570 000 000
		62	Timbre sur ordonnancement	460 000 000
		63	Carte d'identité	Mémoire
		64	Passeports	218 000 000

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016
		65	Immatriculation des étrangers	9 000 000
		66	Permis de chasse et de port d'armes	23 000 000
		67	Timbre sur documents automobiles	1 100 000 000
		68	Droit de timbre spécial sur les titres d'importation	28 000 000
		70	Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles	
		71	Taxe principale et duplicata	2 139 000 000
		80	Majorations de retard et pénalités	
		81	Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration	639 000 000
		82	Pénalités pour paiement tardif	532 000 000
		83	Majoration de retard	1 155 000 000
		84	Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale	Mémoire
		90	Recettes diverses et exceptionnelles	
		91	Recettes fiscales exceptionnelles	Mémoire
		92	Recettes diverses	Mémoire
			TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	130 066 000 000
	8500		DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES	
		10	Recettes ordinaires	
		11	Produits à provenir de Bank Al Maghrib	660 000 000
		12	Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion	350 000 000
		13	Produits à provenir de l'Office des changes	150 000 000
		14	Produits à provenir du crédit agricole du Maroc (CAM)	100 000 000
		15	Produits à provenir de la Banque Centrale Populaire	Mémoire
		16	Produits à provenir du Fonds d'Equipement Communal (FEC)	150 000 000
		17	Produits à provenir de la Caisse Centrale de Garantie (CCG)	20 000 000
		18	Intérêts sur placements et avances	6 120 000
		19	Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique	100 000 000
		20	Recettes d'emprunt	
		21	Emprunts intérieurs à moyen et long termes	45 000 000 000
		22	Contre-valeur des emprunts extérieurs	25 500 000 000
		23	Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement	Mémoire
		24	Recettes provenant de l'emprunt obligatoire	Mémoire
		30	Dons et legs	
		31	Dons	1 296 000 000
		32	Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux	Mémoire
		40	Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante	1 057 500 000
		50	Commissions sur prêts rétrocédés	Mémoire
		60	Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs	Mémoire
		70	Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux	17 865 000

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016
		80	Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux	Mémoire
		90	Recettes diverses	Mémoire
	8600		TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES	74 407 485 000
			DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION	
		10	Produits des monopoles, parts de bénéfiques et contributions des établissements publics	
		11	Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)	1 500 000 000
		12	Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)	200 000 000
		13	Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)	400 000 000
		14	Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP)	140 000 000
		15	Produits à provenir du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM)	25 000 000
		16	Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC)	4 000 000
		17	Produits à provenir de l'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE)	5 000 000
		18	Produits à provenir de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM)	100 000 000
		19	Produits à provenir de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL)	55 000 000
		20	Produits des monopoles, parts de bénéfiques et contributions d'autres établissements publics	
		21	Produits à provenir du Comité National de la Prévention des Accidents de la Circulation (CNPAC)	50 000 000
		22	Produits à provenir des autres établissements publics	Mémoire
		30	Dividendes à provenir des sociétés à participation publique	
		31	Dividendes à provenir de la société "OCP S.A"	2 000 000 000
		32	Dividendes à provenir de la Société Itissalat Al Maghrib (IAM)	1 450 000 000
		33	Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO)	200 000 000
		34	Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL)	35 000 000
		35	Dividendes à provenir de la Société d'Exploitation des Ports (Marsa Maroc)	250 000 000
		36	Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM)	55 000 000
		37	Dividendes à provenir de la Compagnie Nationale de Transport Aérien Royal Air Maroc (RAM)	20 000 000
		40	Dividendes à provenir d'autres sociétés	
		41	Dividendes à provenir de la société de productions biologiques, pharmaceutiques et vétérinaires (BIOPHARMA)	3 500 000
		42	Dividendes à provenir de la Société Royale d'Encouragement du Cheval (SOREC)	20 000 000
		43	Dividendes à provenir de la Société Nationale de Commercialisation de Semences (SONACOS)	Mémoire
		44	Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés	Mémoire

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016	
1.1.0.0.0.17.000	8700	50	Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits		
		51	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'ltissalat Al Maghrib (IAM)	100 000 000	
		52	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA)	100 000 000	
		53	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)	60 000 000	
		54	Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes	Mémoire	
		55	Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications	Mémoire	
		56	Produits divers	110 000 000	
		60	Produits de cession des participations de l'Etat	Mémoire	
		70	Produits de licences à provenir d'opérateurs de télécommunications	Mémoire	
				TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION	6 882 500 000
				DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE	
		10	Redevances pour délivrance de copies des procès- verbaux des accidents de la circulation	250 000	
		20	Recettes diverses	Mémoire	
				TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE	250 000
	8800			DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT	
		10	Vente d'immeubles domaniaux ruraux	25 000 000	
		20	Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...)	318 000 000	
		30	Successions vacantes et en déshérence	Mémoire	
		40	Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques	500 000	
		50	Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé	5 500 000	
		60	Recettes diverses	1 000 000	
				TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT	350 000 000
	8100			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	281 052 385 000
				MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
				DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES	
		10	Redevances pour l'extraction de matériaux	600 000	
		20	Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public	Mémoire	
		30	Redevance pour l'occupation du domaine public	Mémoire	
		40	Recettes diverses	8 000 000	
				TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES	8 600 000

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016	
1.1.0.0.0.20.000	8200		DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME		
		10	Droits de port		
		11	Droits de port sur les navires	Mémoire	
		12	Pilotage et remorquage	Mémoire	
		13	Droits de port sur les passagers et touristes en croisière	Mémoire	
		14	Droits de port sur les marchandises	Mémoire	
		20	Taxes de débarquement		
		21	Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac	Mémoire	
		22	Taxes de péage sur le poisson débarqué	Mémoire	
		30	Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes	Mémoire	
		40	Vente de matériel de port réformé	Mémoire	
		50	Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires	Mémoire	
		60	Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage	Mémoire	
		70	Recettes diverses	750 000	
			TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME	750 000	
	8300			DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE	
		10	Taxes perçues sur les aéroports	Mémoire	
		20	Taxes sur les transports privés	15 000 000	
		30	Recettes diverses	21 000 000	
				TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE	36 000 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	45 350 000	
	0000			MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	
				ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais	25 000	
		20	Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles	Mémoire	
		30	Droits d'analyse des laboratoires	Mémoire	
		40	Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc	Mémoire	
		50	Recettes des haras	Mémoire	
		60	Recettes diverses	4 000 000	
				TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	4 025 000
9100				ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Redevances pour la concession d'emplacement de madragues sur le domaine public maritime	1 500 000	
	20	Droits de licences dus par les navires de pêche	22 800 000		
	30	Redevances de pêches maritimes	196 500 000		
	40	Contribution au titre de la pêche maritime	330 000 000		

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016
1.1.0.0.0.21.000	3000	50	Transactions avant jugement sur délits de pêche	2 500 000
		60	Recettes diverses	9 900 000
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	563 200 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	567 225 000
			MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	
		10	Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hébergement dans les centres et dans les camps	Mémoire
		20	Recettes diverses	Mémoire
1.1.0.0.0.26.000	0000		TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES	Mémoire
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	Mémoire
			MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Taxe d'estampillage	100 000
		20	Taxe d'inspection	Mémoire
		30	Recettes diverses	Mémoire
1.1.0.0.0.27.000	0000		TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	100 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	100 000
			MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation	7 500 000
		20	Droits d'analyse des laboratoires	1 000 000
		30	Recettes diverses	90 000 000
1.1.0.0.0.28.000	0000		TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	98 500 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	98 500 000
			MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	
			ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Taxe de vérification des poids et mesures	8 876 000
		20	Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc...	Mémoire
		30	Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce	Mémoire

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016
1.1.0.0.0.34.000	0000	40	Recettes diverses	Mémoire
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	8 876 000
			TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	8 876 000
			ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE ADMINISTRATION GENERALE	
1.1.0.0.0.45.000	0000	10	Recettes diverses	4 000 000
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	4 000 000
			TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	4 000 000
			HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ADMINISTRATION GENERALE	
1.1.0.0.0.51.000	0000	10	Produits des forêts	Mémoire
		20	Recettes diverses	20 000 000
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	20 000 000
			TOTAL DU CHAPITRE HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	20 000 000
1.1.0.0.0.00.000	0000		DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION ADMINISTRATION GENERALE	
		10	Produits divers du service pénitentiaire	150 000
		20	Recettes diverses	1 500 000
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	1 650 000
		TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	1 650 000	
		ADMINISTRATIONS DIVERSES ADMINISTRATION GENERALE		
		10	Cartes et documents divers édités par les ministères	400 000
		20	Reversements sur traitements et salaires	90 000 000
		30	Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires	180 000 000
		40	Fonds de concours	
		41	Fonds de concours (coopération internationale)	Mémoire
		42	Fonds de concours à rattacher à divers services	Mémoire
		50	Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques	Mémoire
		60	Recettes exceptionnelles d'ordre	Mémoire
		70	Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente	Mémoire
		80	Recettes diverses en atténuation de dépenses	8 000 000

Chapitre	Article	Paragraphe	DESIGNATION DES RECETTES	Evaluations pour l'année budgétaire 2016
		90	Recettes diverses	
		91	Recettes au titre des versements à partir des comptes d'affectation spéciale	Mémoire
		92	Recettes au titre des versements à partir des services de l'Etat gérés de manière autonome	Mémoire
		93	Autres recettes	80 000 000
			TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE	358 400 000
			TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES	358 400 000
			TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL	282 911 541 000

II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
	PREMIERE PARTIE :- RECETTES D'EXPLOITATION	
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
4.1.1.0.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM	18 000 000
	TOTAL	18 000 000
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES	
4.1.1.0.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION	900 000
	TOTAL	900 000
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	
4.1.1.0.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES	20 000 000
	TOTAL	20 000 000
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
4.1.1.0.0.08.001	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	5 000 000
4.1.1.0.0.08.002	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL	5 000 000
4.1.1.0.0.08.003	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES	7 000 000
4.1.1.0.0.08.004	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA	7 500 000
4.1.1.0.0.08.005	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA	4 000 000
4.1.1.0.0.08.006	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT	8 500 000
4.1.1.0.0.08.007	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI	6 000 000
4.1.1.0.0.08.008	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET	4 000 000
4.1.1.0.0.08.009	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA	4 000 000
4.1.1.0.0.08.010	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN	3 000 000
4.1.1.0.0.08.011	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAÏYOUNE-SAKIA EL HAMRA	4 000 000
4.1.1.0.0.08.012	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB	2 000 000
4.1.1.0.0.08.018	DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES	185 000 000
	TOTAL	245 000 000
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	
4.1.1.0.0.09.002	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	5 300 000
4.1.1.0.0.09.003	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA	7 200 000
	TOTAL	12 500 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
4.1.1.0.0.11.002	DIVISION DE LA COOPERATION	-
4.1.1.0.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION	5 000 000
	TOTAL	5 000 000
	MINISTERE DE LA SANTE	
4.1.1.0.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	12 500 000
4.1.1.0.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	10 100 000
4.1.1.0.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	11 300 000
4.1.1.0.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	10 100 000
4.1.1.0.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	13 775 000
4.1.1.0.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	11 650 000
4.1.1.0.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	21 000 000
4.1.1.0.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	16 675 000
4.1.1.0.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	22 500 000
4.1.1.0.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	21 600 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.1.0.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	7 000 000
4.1.1.0.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	6 500 000
4.1.1.0.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	25 500 000
4.1.1.0.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	10 450 000
4.1.1.0.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	9 500 000
4.1.1.0.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	14 700 000
4.1.1.0.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	32 200 000
4.1.1.0.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	23 000 000
4.1.1.0.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	21 000 000
4.1.1.0.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	6 800 000
4.1.1.0.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	12 000 000
4.1.1.0.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	17 700 000
4.1.1.0.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	14 500 000
4.1.1.0.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	5 100 000
4.1.1.0.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	23 000 000
4.1.1.0.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	9 200 000
4.1.1.0.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	5 500 000
4.1.1.0.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	14 300 000
4.1.1.0.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	5 100 000
4.1.1.0.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	29 500 000
4.1.1.0.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	23 800 000
4.1.1.0.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	18 250 000
4.1.1.0.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	15 600 000
4.1.1.0.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	14 400 000
4.1.1.0.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	14 650 000
4.1.1.0.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	13 000 000
4.1.1.0.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	10 600 000
4.1.1.0.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	15 200 000
4.1.1.0.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	8 000 000
4.1.1.0.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET	16 250 000
4.1.1.0.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	30 000 000
4.1.1.0.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	29 075 000
4.1.1.0.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT	44 000 000
4.1.1.0.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	23 000 000
4.1.1.0.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	6 000 000
4.1.1.0.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	2 500 000
4.1.1.0.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	4 000 000
4.1.1.0.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	4 750 000
4.1.1.0.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	8 800 000
4.1.1.0.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	7 600 000
4.1.1.0.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	9 250 000
4.1.1.0.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	4 700 000
4.1.1.0.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	5 450 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.1.0.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	10 800 000
4.1.1.0.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	4 600 000
4.1.1.0.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	4 500 000
4.1.1.0.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	4 650 000
4.1.1.0.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	4 200 000
4.1.1.0.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	3 500 000
4.1.1.0.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	4 450 000
4.1.1.0.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	7 800 000
4.1.1.0.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	5 150 000
4.1.1.0.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	11 250 000
4.1.1.0.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	3 670 000
4.1.1.0.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	7 400 000
4.1.1.0.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	4 000 000
4.1.1.0.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	6 800 000
4.1.1.0.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	4 000 000
4.1.1.0.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	3 900 000
4.1.1.0.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	7 650 000
4.1.1.0.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	34 000 000
4.1.1.0.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	4 000 000
4.1.1.0.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	3 800 000
4.1.1.0.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	4 900 000
4.1.1.0.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	4 600 000
4.1.1.0.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	8 500 000
4.1.1.0.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	4 500 000
4.1.1.0.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	5 500 000
4.1.1.0.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	4 500 000
4.1.1.0.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	9 000 000
4.1.1.0.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	5 000 000
4.1.1.0.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	3 800 000
	TOTAL	963 045 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
4.1.1.0.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-
4.1.1.0.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	43 000 000
4.1.1.0.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	-
4.1.1.0.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	42 000 000
	TOTAL	85 000 000
	MINISTERE DU TOURISME	
4.1.1.0.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	14 480 000
4.1.1.0.0.14.002	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA	2 620 000
4.1.1.0.0.14.003	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR	2 916 000
4.1.1.0.0.14.004	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA	2 200 000
4.1.1.0.0.14.005	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD	2 052 000
4.1.1.0.0.14.006	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES	2 120 000
4.1.1.0.0.14.007	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH	3 100 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.1.0.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	2 076 000
4.1.1.0.0.14.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA	2 051 000
4.1.1.0.0.14.010	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE	2 070 000
4.1.1.0.0.14.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	2 035 000
4.1.1.0.0.14.012	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH	2 050 000
4.1.1.0.0.14.013	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE	2 050 000
4.1.1.0.0.14.014	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA	1 529 000
4.1.1.0.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	1 400 000
4.1.1.0.0.14.016	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS	2 046 000
	TOTAL	46 795 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
4.1.1.0.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	13 000 000
	TOTAL	13 000 000
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
4.1.1.0.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	5 000 000
4.1.1.0.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	5 000 000
4.1.1.0.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	9 000 000
4.1.1.0.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	8 000 000
4.1.1.0.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	5 000 000
4.1.1.0.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	7 000 000
4.1.1.0.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA	4 000 000
4.1.1.0.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	6 000 000
4.1.1.0.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	12 000 000
4.1.1.0.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	5 000 000
4.1.1.0.0.17.012	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	7 000 000
4.1.1.0.0.17.013	DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE	80 000 000
4.1.1.0.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	1 000 000
4.1.1.0.0.17.015	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	10 000 000
4.1.1.0.0.17.016	DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS	3 000 000
4.1.1.0.0.17.017	CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION	5 000 000
4.1.1.0.0.17.018	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	2 500 000
	TOTAL	174 500 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	
4.1.1.0.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	2 300 000
4.1.1.0.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA	2 700 000
4.1.1.0.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	1 550 000
4.1.1.0.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	1 700 000
4.1.1.0.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	1 500 000
4.1.1.0.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	2 100 000
4.1.1.0.0.20.007	DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	19 400 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.1.0.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	2 800 000
4.1.1.0.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	3 300 000
4.1.1.0.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	4 500 000
4.1.1.0.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	2 800 000
4.1.1.0.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	3 300 000
4.1.1.0.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	3 300 000
4.1.1.0.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	4 200 000
4.1.1.0.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	7 400 000
	TOTAL	62 850 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	
4.1.1.0.0.21.001	COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA	13 000 000
4.1.1.0.0.21.002	COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT	5 300 000
4.1.1.0.0.21.003	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	12 000 000
4.1.1.0.0.21.005	COMPLEXE SPORTIF DE FES	2 000 000
4.1.1.0.0.21.006	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	6 000 000
4.1.1.0.0.21.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	5 000 000
4.1.1.0.0.21.008	SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES	500 000
	TOTAL	43 800 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
4.1.1.0.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES	20 000 000
	TOTAL	20 000 000
	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
4.1.1.0.0.26.001	DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-
4.1.1.0.0.26.002	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES	450 000
4.1.1.0.0.26.003	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH	400 000
4.1.1.0.0.26.004	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES	400 000
4.1.1.0.0.26.005	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	450 000
4.1.1.0.0.26.006	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	400 000
4.1.1.0.0.26.007	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE	400 000
	TOTAL	2 500 000
	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	
4.1.1.0.0.27.001	ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA	3 306 000
4.1.1.0.0.27.002	ECOLE DES MINES DE MARRAKECH	3 580 000
4.1.1.0.0.27.003	DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE	45 000 000
4.1.1.0.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	600 000
4.1.1.0.0.27.005	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS	500 000
	TOTAL	52 986 000
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	
4.1.1.0.0.28.001	SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT	45 000 000
4.1.1.0.0.28.002	SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE	4 000 000
	TOTAL	49 000 000
	MINISTERE DE LA CULTURE	
4.1.1.0.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	2 300 000
4.1.1.0.0.29.002	INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT	300 000
4.1.1.0.0.29.003	INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN	200 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.1.0.0.29.004	THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA	1 500 000
	TOTAL	4 300 000
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES	
4.1.1.0.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION	200 000
	TOTAL	200 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	
4.1.1.0.0.33.001	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	-
	TOTAL	-
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
4.1.1.0.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	20 000 000
4.1.1.0.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	151 378 000
4.1.1.0.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	46 922 000
4.1.1.0.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	44 986 000
4.1.1.0.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE	8 962 000
4.1.1.0.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA	6 967 000
4.1.1.0.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM	16 428 000
4.1.1.0.0.34.008	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR	28 903 000
4.1.1.0.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	3 000 000
4.1.1.0.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	2 474 000
4.1.1.0.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS	-
	TOTAL	330 020 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	
4.1.1.0.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	18 360 000
4.1.1.0.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	3 400 000
4.1.1.0.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION	5 301 000
	TOTAL	27 061 000
	HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	
4.1.1.0.0.45.002	SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS	14 000 000
4.1.1.0.0.45.003	PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA	-
	TOTAL	14 000 000
	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	
4.1.1.0.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE	25 000 000
4.1.1.0.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	4 000 000
	TOTAL	29 000 000
	MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	
4.1.1.0.0.48.001	SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI	-
	TOTAL	-
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
4.1.1.0.0.51.001	SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE	5 500 000
	TOTAL	5 500 000
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION	2 224 957 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
	DEUXIEME PARTIE :- RECETTES D'INVESTISSEMENT	
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
4.1.2.0.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES	
4.1.2.0.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	
4.1.2.0.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
4.1.2.0.0.08.001	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	-
4.1.2.0.0.08.002	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL	-
4.1.2.0.0.08.003	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES	-
4.1.2.0.0.08.004	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA	-
4.1.2.0.0.08.005	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA	-
4.1.2.0.0.08.006	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT	-
4.1.2.0.0.08.007	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI	-
4.1.2.0.0.08.008	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET	-
4.1.2.0.0.08.009	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA	-
4.1.2.0.0.08.010	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN	-
4.1.2.0.0.08.011	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAÏYOUNE-SAKIA EL HAMRA	-
4.1.2.0.0.08.012	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB	-
4.1.2.0.0.08.018	DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	
4.1.2.0.0.09.002	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	2 610 000
4.1.2.0.0.09.003	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA	6 500 000
	TOTAL	9 110 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
4.1.2.0.0.11.002	DIVISION DE LA COOPERATION	-
4.1.2.0.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE LA SANTE	
4.1.2.0.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	700 000
4.1.2.0.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	800 000
4.1.2.0.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	600 000
4.1.2.0.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	600 000
4.1.2.0.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	800 000
4.1.2.0.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	800 000
4.1.2.0.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	950 000
4.1.2.0.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	600 000
4.1.2.0.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	1 000 000
4.1.2.0.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	550 000
4.1.2.0.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	400 000
4.1.2.0.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	400 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.2.0.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	1 300 000
4.1.2.0.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	600 000
4.1.2.0.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	550 000
4.1.2.0.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	700 000
4.1.2.0.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	800 000
4.1.2.0.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	1 500 000
4.1.2.0.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	900 000
4.1.2.0.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	450 000
4.1.2.0.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	550 000
4.1.2.0.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	900 000
4.1.2.0.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	800 000
4.1.2.0.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	200 000
4.1.2.0.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	600 000
4.1.2.0.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	200 000
4.1.2.0.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	400 000
4.1.2.0.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	900 000
4.1.2.0.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	300 000
4.1.2.0.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	650 000
4.1.2.0.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	600 000
4.1.2.0.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	800 000
4.1.2.0.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	600 000
4.1.2.0.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	600 000
4.1.2.0.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	600 000
4.1.2.0.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	500 000
4.1.2.0.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	400 000
4.1.2.0.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	450 000
4.1.2.0.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	300 000
4.1.2.0.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET	650 000
4.1.2.0.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	1 800 000
4.1.2.0.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	800 000
4.1.2.0.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT	10 000 000
4.1.2.0.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	-
4.1.2.0.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	16 000 000
4.1.2.0.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	3 500 000
4.1.2.0.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	9 500 000
4.1.2.0.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	300 000
4.1.2.0.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	300 000
4.1.2.0.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	400 000
4.1.2.0.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	300 000
4.1.2.0.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	250 000
4.1.2.0.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	250 000
4.1.2.0.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	300 000
4.1.2.0.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	200 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.2.0.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	250 000
4.1.2.0.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	250 000
4.1.2.0.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	300 000
4.1.2.0.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	300 000
4.1.2.0.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	250 000
4.1.2.0.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	400 000
4.1.2.0.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	300 000
4.1.2.0.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	400 000
4.1.2.0.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	200 000
4.1.2.0.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	350 000
4.1.2.0.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	350 000
4.1.2.0.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	300 000
4.1.2.0.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	5 000 000
4.1.2.0.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	250 000
4.1.2.0.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	200 000
4.1.2.0.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	1 500 000
4.1.2.0.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	250 000
4.1.2.0.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	250 000
4.1.2.0.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	250 000
4.1.2.0.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	450 000
4.1.2.0.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	850 000
4.1.2.0.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	250 000
4.1.2.0.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	150 000
4.1.2.0.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	250 000
4.1.2.0.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	250 000
4.1.2.0.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	300 000
4.1.2.0.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	250 000
	TOTAL	84 000 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
4.1.2.0.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-
4.1.2.0.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	-
4.1.2.0.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	-
4.1.2.0.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DU TOURISME	
4.1.2.0.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	1 100 000
4.1.2.0.0.14.002	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA	2 650 000
4.1.2.0.0.14.003	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR	2 000 000
4.1.2.0.0.14.004	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA	1 000 000
4.1.2.0.0.14.005	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD	500 000
4.1.2.0.0.14.006	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES	1 000 000
4.1.2.0.0.14.007	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH	1 400 000
4.1.2.0.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	800 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.2.0.0.14.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA	800 000
4.1.2.0.0.14.010	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE	500 000
4.1.2.0.0.14.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	1 000 000
4.1.2.0.0.14.012	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH	500 000
4.1.2.0.0.14.013	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE	500 000
4.1.2.0.0.14.014	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA	500 000
4.1.2.0.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	500 000
4.1.2.0.0.14.016	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS	2 250 000
	TOTAL	17 000 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
4.1.2.0.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
4.1.2.0.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	5 000 000
4.1.2.0.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	1 000 000
4.1.2.0.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	1 000 000
4.1.2.0.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	1 000 000
4.1.2.0.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	1 000 000
4.1.2.0.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	1 000 000
4.1.2.0.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA	1 000 000
4.1.2.0.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	1 000 000
4.1.2.0.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	3 000 000
4.1.2.0.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	1 000 000
4.1.2.0.0.17.012	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	10 000 000
4.1.2.0.0.17.013	DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE	500 000 000
4.1.2.0.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	300 000
4.1.2.0.0.17.015	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	25 000 000
4.1.2.0.0.17.016	DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS	500 000
4.1.2.0.0.17.017	CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION	20 000 000
4.1.2.0.0.17.018	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	4 500 000
	TOTAL	576 300 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	
4.1.2.0.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	-
4.1.2.0.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA	-
4.1.2.0.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	-
4.1.2.0.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	-
4.1.2.0.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	-
4.1.2.0.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	-
4.1.2.0.0.20.007	DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	3 700 000
4.1.2.0.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	200 000
4.1.2.0.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	600 000

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
4.1.2.0.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	800 000
4.1.2.0.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	-
4.1.2.0.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	350 000
4.1.2.0.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	350 000
4.1.2.0.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	8 000 000
4.1.2.0.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	10 000 000
	TOTAL	24 000 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	
4.1.2.0.0.21.001	COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA	-
4.1.2.0.0.21.002	COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT	-
4.1.2.0.0.21.003	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	-
4.1.2.0.0.21.005	COMPLEXE SPORTIF DE FES	-
4.1.2.0.0.21.006	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	-
4.1.2.0.0.21.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	-
4.1.2.0.0.21.008	SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
4.1.2.0.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
4.1.2.0.0.26.001	DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-
4.1.2.0.0.26.002	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES	200 000
4.1.2.0.0.26.003	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH	200 000
4.1.2.0.0.26.004	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES	200 000
4.1.2.0.0.26.005	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	200 000
4.1.2.0.0.26.006	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	230 000
4.1.2.0.0.26.007	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE	250 000
	TOTAL	1 280 000
	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	
4.1.2.0.0.27.001	ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA	190 000
4.1.2.0.0.27.002	ECOLE DES MINES DE MARRAKECH	1 380 000
4.1.2.0.0.27.003	DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE	35 000 000
4.1.2.0.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	1 500 000
4.1.2.0.0.27.005	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS	500 000
	TOTAL	38 570 000
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	
4.1.2.0.0.28.001	SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT	1 000 000
4.1.2.0.0.28.002	SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE	-
	TOTAL	1 000 000
	MINISTERE DE LA CULTURE	
4.1.2.0.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	-
4.1.2.0.0.29.002	INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT	-
4.1.2.0.0.29.003	INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN	-
4.1.2.0.0.29.004	THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA	-
	TOTAL	-

Code Chapitre	Désignation	Ressources pour l'année budgétaire 2016
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES	
4.1.2.0.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	
4.1.2.0.0.33.001	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	-
	TOTAL	-
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
4.1.2.0.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	3 000 000
4.1.2.0.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	-
4.1.2.0.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	-
4.1.2.0.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	-
4.1.2.0.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE	-
4.1.2.0.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA	-
4.1.2.0.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM	-
4.1.2.0.0.34.008	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR	-
4.1.2.0.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	-
4.1.2.0.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	-
4.1.2.0.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS	-
	TOTAL	3 000 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	
4.1.2.0.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	5 000 000
4.1.2.0.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	4 000 000
4.1.2.0.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION	9 700 000
	TOTAL	18 700 000
	HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	
4.1.2.0.0.45.002	SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS	-
4.1.2.0.0.45.003	PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA	-
	TOTAL	-
	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	
4.1.2.0.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE	7 300 000
4.1.2.0.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	1 000 000
	TOTAL	8 300 000
	MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	
4.1.2.0.0.48.001	SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI	-
	TOTAL	-
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
4.1.2.0.0.51.001	SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE	-
	TOTAL	-
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	781 260 000
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME	3 006 217 000

III. Comptes Spéciaux du Trésor

Code	DESIGNATION DES COMPTES	Ressources pour l'année budgétaire 2016
3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
3.1.0.0.1.00.001	Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel	90 000 000
3.1.0.0.1.00.003	Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité	5 000 000
3.1.0.0.1.00.004	Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse	Mémoire
3.1.0.0.1.00.005	Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes	710 000 000
3.1.0.0.1.00.006	Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain	114 000 000
3.1.0.0.1.00.008	Fonds de développement industriel et des investissements	1 727 785 000
3.1.0.0.1.04.005	Fonds de service universel de télécommunications	300 000 000
3.1.0.0.1.04.006	Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain	3 095 996 000
3.1.0.0.1.04.007	Fonds de mise à niveau sociale	Mémoire
3.1.0.0.1.06.001	Fonds spécial pour le soutien des juridictions	400 000 000
3.1.0.0.1.06.002	Fonds d'entraide familiale	160 000 000
3.1.0.0.1.08.003	Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès	Mémoire
3.1.0.0.1.08.004	Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A	23 789 143 000
3.1.0.0.1.08.005	Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile	200 000 000
3.1.0.0.1.08.006	Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions	4 192 404 000
3.1.0.0.1.08.008	Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage	566 500 000
3.1.0.0.1.08.009	Fonds de soutien à la sûreté nationale	30 000 000
3.1.0.0.1.08.010	Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage	508 427 000
3.1.0.0.1.08.011	Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées	714 000 000
3.1.0.0.1.08.012	Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles	200 000 000
3.1.0.0.1.08.013	Fonds de solidarité interrégionale	Mémoire
3.1.0.0.1.09.002	Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique	370 000 000
3.1.0.0.1.10.001	Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique	22 500 000
3.1.0.0.1.12.001	Fonds spécial de la pharmacie centrale	1 000 000 000
3.1.0.0.1.13.003	Fonds de emploi domanial	1 440 000 000
3.1.0.0.1.13.004	Fonds spécial du produit des loteries	100 000 000
3.1.0.0.1.13.006	Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance	Mémoire
3.1.0.0.1.13.008	Masse des services financiers	350 000 000
3.1.0.0.1.13.009	Fonds de la réforme agraire	10 000 000
3.1.0.0.1.13.012	Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères	Mémoire
3.1.0.0.1.13.017	Fonds spécial de la zakat	Mémoire
3.1.0.0.1.13.018	Fonds de solidarité des assurances	567 000 000
3.1.0.0.1.13.019	Fonds de soutien à certains promoteurs	Mémoire
3.1.0.0.1.13.021	Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires	800 000 000
3.1.0.0.1.13.022	Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat	236 320 000
3.1.0.0.1.13.024	Fonds d'appui à la cohésion sociale	4 200 000 000
3.1.0.0.1.13.025	Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe	13 000 000 000
3.1.0.0.1.13.026	Fonds de lutte contre la fraude douanière	390 000 000
3.1.0.0.1.13.027	Fonds provenant des dépôts au Trésor	360 000 000
3.1.0.0.1.17.001	Fonds spécial routier	2 500 000 000
3.1.0.0.1.17.003	Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire	16 000 000
3.1.0.0.1.20.005	Fonds de développement agricole	500 000 000

Code	DESIGNATION DES COMPTES	Ressources pour l'année budgétaire 2016
3.1.0.0.1.20.006	Fonds de développement de la pêche maritime	80 000 000
3.1.0.0.1.20.007	Fonds pour le développement rural et des zones de montagne	1 324 000 000
3.1.0.0.1.21.001	Fonds national du développement du sport	800 000 000
3.1.0.0.1.27.001	Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales	Mémoire
3.1.0.0.1.27.002	Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable	200 000 000
3.1.0.0.1.27.003	Fonds de développement énergétique	Mémoire
3.1.0.0.1.29.001	Fonds national pour l'action culturelle	20 000 000
3.1.0.0.1.30.002	Fonds solidarité habitat et intégration urbaine	2 000 000 000
3.1.0.0.1.33.001	Fonds de modernisation de l'Administration publique	10 000 000
3.1.0.0.1.34.001	Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale	200 000 000
3.1.0.0.1.34.002	Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale	50 000 000
3.1.0.0.1.45.001	Fonds national forestier	500 000 000
3.1.0.0.1.45.003	Fonds de la chasse et de la pêche continentale	16 000 000
3.1.0.0.1.50.001	Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration	30 000 000
3.1.0.0.1.51.001	Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires	120 000 000
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE	68 015 075 000
	3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	
3.1.0.0.4.13.021	Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods	Mémoire
3.1.0.0.4.13.022	Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques	Mémoire
3.1.0.0.4.13.023	Compte d'adhésion aux institutions multilatérales	Mémoire
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	Mémoire
	3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	
3.1.0.0.5.13.001	Différence de change sur ventes et achats de devises	100 000 000
3.1.0.0.5.13.003	Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs	Mémoire
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	100 000 000
	3.7- COMPTES DE FINANCEMENT	
3.1.0.0.7.13.017	Prêts aux collectivités territoriales	Mémoire
3.1.0.0.7.13.019	Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires	177 000
3.1.0.0.7.13.020	Prêts à l'Office national de l'eau potable	7 444 000
3.1.0.0.7.13.059	Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation	2 288 000
3.1.0.0.7.13.063	Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité	2 214 000
3.1.0.0.7.13.064	Prêts aux établissements bancaires	5 219 000
3.1.0.0.7.13.065	Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat	Mémoire
3.1.0.0.7.13.066	Prêts à la société de financement "JAIDA"	3 566 000
	TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE FINANCEMENT	20 908 000
	3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS	
3.1.0.0.9.04.002	Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes	Mémoire
3.1.0.0.9.34.001	Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales	10 800 000 000
3.1.0.0.9.34.002	Fonds de la Direction générale des études et de la documentation	Mémoire

Code	DESIGNATION DES COMPTES	Ressources pour l'année budgétaire 2016
3.1.0.0.9.42.001	Fonds de relations publiques	500 000
	<i>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</i>	10 800 500 000
	<i>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</i>	78 936 483 000

TABLEAU (B)
(Article 58)
Titre I
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES
CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016
(En dirhams)

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2016
	SA MAJESTE LE ROI	
1.2.1.1.0.01.000	- Listes Civiles	26 292 000
1.2.1.2.0.01.000	- Dotations de Souveraineté	517 164 000
	COUR ROYALE	
1.2.1.1.0.02.000	- Personnel	433 865 000
1.2.1.2.0.02.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	1 504 183 000
	CHAMBRE DES REPRESENTANTS	
1.2.1.1.0.03.000	- Personnel	341 221 000
1.2.1.2.0.03.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	73 900 000
	CHAMBRE DES CONSEILLERS	
1.2.1.1.0.43.000	- Personnel	197 058 000
1.2.1.2.0.43.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	45 000 000
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
1.2.1.1.0.04.000	- Personnel	90 206 000
1.2.1.2.0.04.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	518 599 000
	JURIDICTIONS FINANCIERES	
1.2.1.1.0.05.000	- Personnel	210 633 000
1.2.1.2.0.05.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	41 200 000
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES	
1.2.1.1.0.06.000	- Personnel	3 758 500 000
1.2.1.2.0.06.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	385 333 000
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	
1.2.1.1.0.07.000	- Personnel	1 761 500 000
1.2.1.2.0.07.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	586 000 000
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
1.2.1.1.0.08.000	- Personnel	16 250 815 000
1.2.1.2.0.08.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	3 583 622 000
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	
1.2.1.1.0.09.000	- Personnel	70 925 000
1.2.1.2.0.09.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	1 213 770 000
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES	
1.2.1.1.0.10.000	- Personnel	5 803 000 000
1.2.1.2.0.10.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	3 193 500 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
1.2.1.1.0.11.000	- Personnel	38 924 937 000
1.2.1.2.0.11.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	4 044 984 000
	MINISTERE DE LA SANTE	
1.2.1.1.0.12.000	- Personnel	7 523 969 000
1.2.1.2.0.12.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	4 256 965 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2016
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
1.2.1.1.0.13.000	- Personnel	2 259 739 000
1.2.1.2.0.13.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	383 690 000
1.2.1.3.0.13.000	- Charges communes	38 182 000 000
1.2.1.5.0.13.000	- Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux	5 260 000 000
	MINISTERE DU TOURISME	
1.2.1.1.0.14.000	- Personnel	175 133 000
1.2.1.2.0.14.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	96 561 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
1.2.1.1.0.16.000	- Personnel	59 366 000
1.2.1.2.0.16.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	15 770 000
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
1.2.1.1.0.17.000	- Personnel	818 535 000
1.2.1.2.0.17.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	237 668 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	
1.2.1.1.0.20.000	- Personnel	800 782 000
1.2.1.2.0.20.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	2 246 638 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	
1.2.1.1.0.21.000	- Personnel	460 596 000
1.2.1.2.0.21.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	191 000 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
1.2.1.1.0.23.000	- Personnel	480 716 000
1.2.1.2.0.23.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	2 416 000 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE	
1.2.1.1.0.24.000	- Personnel	31 264 000
1.2.1.2.0.24.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	37 762 000
	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
1.2.1.1.0.26.000	- Personnel	131 719 000
1.2.1.2.0.26.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	166 582 000
	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	
1.2.1.1.0.27.000	- Personnel	481 576 000
1.2.1.2.0.27.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	535 993 000
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	
1.2.1.1.0.28.000	- Personnel	204 052 000
1.2.1.2.0.28.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	302 607 000
	MINISTERE DE LA CULTURE	
1.2.1.1.0.29.000	- Personnel	209 207 000
1.2.1.2.0.29.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	182 000 000
	MINISTERE DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	
1.2.1.1.0.30.000	- Personnel	175 175 000
1.2.1.2.0.30.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	90 189 000
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES	
1.2.1.1.0.31.000	- Personnel	180 381 000
1.2.1.2.0.31.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	286 950 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2016
	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE	
1.2.1.1.0.32.000	- Personnel	27 000 000
1.2.1.2.0.32.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	9 000 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	
1.2.1.1.0.33.000	- Personnel	56 619 000
1.2.1.2.0.33.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	32 880 000
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
1.2.1.1.0.34.000	- Personnel	22 820 801 000
1.2.1.2.0.34.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	5 517 510 000
	HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION	
1.2.1.1.0.35.000	- Personnel	52 664 000
1.2.1.2.0.35.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	69 897 000
1.2.1.4.0.36.000	DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES	3 300 000 000
	DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME	
1.2.1.1.0.40.000	- Personnel	7 703 000
1.2.1.2.0.40.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	13 500 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	
1.2.1.1.0.42.000	- Personnel	303 370 000
1.2.1.2.0.42.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	139 094 000
	HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	
1.2.1.1.0.45.000	- Personnel	464 260 000
1.2.1.2.0.45.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	76 200 000
	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	
1.2.1.1.0.46.000	- Personnel	99 463 000
1.2.1.2.0.46.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	541 122 000
	MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	
1.2.1.1.0.48.000	- Personnel	97 463 000
1.2.1.2.0.48.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	504 700 000
	MINISTERE CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER ET DES AFFAIRES DE LA MIGRATION	
1.2.1.1.0.50.000	- Personnel	23 678 000
1.2.1.2.0.50.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	402 000 000
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
1.2.1.1.0.51.000	- Personnel	894 557 000
1.2.1.2.0.51.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	596 670 000
	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	
1.2.1.1.0.52.000	- Personnel	67 031 000
1.2.1.2.0.52.000	- Matériel et Dépenses Diverses.....	45 000 000
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL:	188 618 974 000

TABLEAU (C)
(Article 59)
Titre II
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES
CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016
(En dirhams)

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
1.2.2.0.0.02.000	COUR ROYALE	131 608 000	-	131 608 000
1.2.2.0.0.03.000	CHAMBRE DES REPRESENTANTS	20 000 000	-	20 000 000
1.2.2.0.0.43.000	CHAMBRE DES CONSEILLERS	2 850 000	-	2 850 000
1.2.2.0.0.04.000	CHEF DU GOUVERNEMENT	764 000 000	-	764 000 000
1.2.2.0.0.05.000	JURIDICTIONS FINANCIERES	33 800 000	10 000 000	43 800 000
1.2.2.0.0.06.000	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES	306 450 000	300 000 000	606 450 000
1.2.2.0.0.07.000	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	205 000 000	-	205 000 000
1.2.2.0.0.08.000	MINISTERE DE L'INTERIEUR	2 006 888 000	1 100 000 000	3 106 888 000
1.2.2.0.0.09.000	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	395 480 000	11 000 000	406 480 000
1.2.2.0.0.10.000	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES	896 000 000	270 000 000	1 166 000 000
1.2.2.0.0.11.000	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 783 445 000	1 044 000 000	3 827 445 000
1.2.2.0.0.12.000	MINISTERE DE LA SANTE	2 500 000 000	2 500 000 000	5 000 000 000
1.2.2.0.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	189 070 000	67 000 000	256 070 000
1.2.2.3.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES-Charges communes	20 868 000 000	-	20 868 000 000
1.2.2.0.0.14.000	MINISTERE DU TOURISME	526 837 000	66 000 000	592 837 000
1.2.2.0.0.16.000	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	840 000	-	840 000
1.2.2.0.0.17.000	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	6 899 221 000	12 740 000 000	19 639 221 000
1.2.2.0.0.20.000	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	8 256 400 000	4 750 000 000	13 006 400 000
1.2.2.0.0.21.000	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	1 300 000 000	200 000 000	1 500 000 000
1.2.2.0.0.23.000	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	961 235 000	630 000 000	1 591 235 000
1.2.2.0.0.24.000	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE	12 240 000	1 000 000	13 240 000
1.2.2.0.0.26.000	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	334 700 000	50 000 000	384 700 000
1.2.2.0.0.27.000	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	3 630 986 000	8 160 000 000	11 790 986 000
1.2.2.0.0.28.000	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	2 285 250 000	104 000 000	2 389 250 000
1.2.2.0.0.29.000	MINISTERE DE LA CULTURE	300 000 000	120 000 000	420 000 000
1.2.2.0.0.30.000	MINISTERE DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	563 752 000	10 000 000	573 752 000
1.2.2.0.0.31.000	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES	60 600 000	3 000 000	63 600 000
1.2.2.0.0.32.000	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE	6 000 000	-	6 000 000
1.2.2.0.0.33.000	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	28 130 000	9 000 000	37 130 000

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
1.2.2.0.0.34.000	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	4 293 490 000	3 113 000 000	7 406 490 000
1.2.2.0.0.35.000	HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION	5 685 000	6 000 000	11 685 000
1.2.2.0.0.40.000	DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME	10 800 000	-	10 800 000
1.2.2.0.0.42.000	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	30 885 000	12 000 000	42 885 000
1.2.2.0.0.45.000	HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	157 000 000	160 000 000	317 000 000
1.2.2.0.0.46.000	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	268 900 000	100 000 000	368 900 000
1.2.2.0.0.48.000	MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	87 000 000	-	87 000 000
1.2.2.0.0.50.000	MINISTERE CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER ET DES AFFAIRES DE LA MIGRATION	98 600 000	20 000 000	118 600 000
1.2.2.0.0.51.000	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	159 000 000	250 000 000	409 000 000
1.2.2.0.0.52.000	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	12 000 000	-	12 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL:	61 392 142 000	35 806 000 000	97 198 142 000

TABLEAU (D)
(Article 60)
Titre III
REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES
DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016
(En dirhams)

Numéros des chapitres	Départements Ministériels ou Institutions	Crédits pour l'année budgétaire 2016
1.2.3.1.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES--Intérêts et Commissions de la Dette Publique	28 284 610 000
1.2.3.2.0.13.000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES--Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes	40 907 378 000
	TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE:	69 191 988 000

TABLEAU (E)
(Article 61)
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE
L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016
(En dirhams)

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2016
	CHEF DU GOUVERNEMENT	
4.2.1.0.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT	18 000 000 18 000 000
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES	
4.2.1.0.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES	900 000 900 000
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	
4.2.1.0.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	20 000 000 20 000 000
	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
4.2.1.0.0.08.001	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	5 000 000
4.2.1.0.0.08.002	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL	5 000 000
4.2.1.0.0.08.003	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES	7 000 000
4.2.1.0.0.08.004	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA	7 500 000
4.2.1.0.0.08.005	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA	4 000 000
4.2.1.0.0.08.006	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT	8 500 000
4.2.1.0.0.08.007	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI	6 000 000
4.2.1.0.0.08.008	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET	4 000 000
4.2.1.0.0.08.009	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA	4 000 000
4.2.1.0.0.08.010	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN	3 000 000
4.2.1.0.0.08.011	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAÏYOUNE-SAKIA EL HAMRA	4 000 000
4.2.1.0.0.08.012	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB	2 000 000
4.2.1.0.0.08.018	DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR	185 000 000 245 000 000
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	
4.2.1.0.0.09.002	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	5 300 000
4.2.1.0.0.09.003	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION	7 200 000 12 500 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	
4.2.1.0.0.11.002	DIVISION DE LA COOPERATION	-
4.2.1.0.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5 000 000 5 000 000
	MINISTERE DE LA SANTE	
4.2.1.0.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	12 500 000
4.2.1.0.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	10 100 000
4.2.1.0.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	11 300 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2016
4.2.1.0.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	10 100 000
4.2.1.0.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	13 775 000
4.2.1.0.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	11 650 000
4.2.1.0.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	21 000 000
4.2.1.0.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	16 675 000
4.2.1.0.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	22 500 000
4.2.1.0.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	21 600 000
4.2.1.0.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	7 000 000
4.2.1.0.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	6 500 000
4.2.1.0.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	25 500 000
4.2.1.0.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	10 450 000
4.2.1.0.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	9 500 000
4.2.1.0.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	14 700 000
4.2.1.0.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	32 200 000
4.2.1.0.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	23 000 000
4.2.1.0.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	21 000 000
4.2.1.0.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	6 800 000
4.2.1.0.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	12 000 000
4.2.1.0.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	17 700 000
4.2.1.0.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	14 500 000
4.2.1.0.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	5 100 000
4.2.1.0.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	23 000 000
4.2.1.0.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	9 200 000
4.2.1.0.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	5 500 000
4.2.1.0.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	14 300 000
4.2.1.0.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	5 100 000
4.2.1.0.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	29 500 000
4.2.1.0.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	23 800 000
4.2.1.0.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	18 250 000
4.2.1.0.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	15 600 000
4.2.1.0.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	14 400 000
4.2.1.0.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	14 650 000
4.2.1.0.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	13 000 000
4.2.1.0.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	10 600 000
4.2.1.0.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	15 200 000
4.2.1.0.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	8 000 000
4.2.1.0.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSET	16 250 000
4.2.1.0.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	30 000 000
4.2.1.0.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	29 075 000
4.2.1.0.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT	44 000 000
4.2.1.0.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	23 000 000
4.2.1.0.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	6 000 000
4.2.1.0.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	2 500 000
4.2.1.0.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	4 000 000
4.2.1.0.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	4 750 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2016
4.2.1.0.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	8 800 000
4.2.1.0.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	7 600 000
4.2.1.0.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	9 250 000
4.2.1.0.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	4 700 000
4.2.1.0.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	5 450 000
4.2.1.0.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	10 800 000
4.2.1.0.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	4 600 000
4.2.1.0.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	4 500 000
4.2.1.0.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	4 650 000
4.2.1.0.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	4 200 000
4.2.1.0.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	3 500 000
4.2.1.0.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	4 450 000
4.2.1.0.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	7 800 000
4.2.1.0.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	5 150 000
4.2.1.0.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	11 250 000
4.2.1.0.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	3 670 000
4.2.1.0.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	7 400 000
4.2.1.0.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	4 000 000
4.2.1.0.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	6 800 000
4.2.1.0.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	4 000 000
4.2.1.0.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	3 900 000
4.2.1.0.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	7 650 000
4.2.1.0.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	34 000 000
4.2.1.0.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	4 000 000
4.2.1.0.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	3 800 000
4.2.1.0.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	4 900 000
4.2.1.0.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	4 600 000
4.2.1.0.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	8 500 000
4.2.1.0.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	4 500 000
4.2.1.0.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	5 500 000
4.2.1.0.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	4 500 000
4.2.1.0.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	9 000 000
4.2.1.0.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	5 000 000
4.2.1.0.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	3 800 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE	963 045 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	
4.2.1.0.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-
4.2.1.0.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	43 000 000
4.2.1.0.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	-
4.2.1.0.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	42 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	85 000 000
	MINISTERE DU TOURISME	
4.2.1.0.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	14 480 000
4.2.1.0.0.14.002	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA	2 620 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2016
4.2.1.0.0.14.003	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR	2 916 000
4.2.1.0.0.14.004	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA	2 200 000
4.2.1.0.0.14.005	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD	2 052 000
4.2.1.0.0.14.006	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES	2 120 000
4.2.1.0.0.14.007	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH	3 100 000
4.2.1.0.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	2 076 000
4.2.1.0.0.14.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA	2 051 000
4.2.1.0.0.14.010	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE	2 070 000
4.2.1.0.0.14.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	2 035 000
4.2.1.0.0.14.012	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH	2 050 000
4.2.1.0.0.14.013	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE	2 050 000
4.2.1.0.0.14.014	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA	1 529 000
4.2.1.0.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	1 400 000
4.2.1.0.0.14.016	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS	2 046 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME	46 795 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	
4.2.1.0.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	13 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	13 000 000
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	
4.2.1.0.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	5 000 000
4.2.1.0.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	5 000 000
4.2.1.0.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	9 000 000
4.2.1.0.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	8 000 000
4.2.1.0.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	5 000 000
4.2.1.0.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	7 000 000
4.2.1.0.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA	4 000 000
4.2.1.0.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	6 000 000
4.2.1.0.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	12 000 000
4.2.1.0.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	5 000 000
4.2.1.0.0.17.012	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	7 000 000
4.2.1.0.0.17.013	DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE	80 000 000
4.2.1.0.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	1 000 000
4.2.1.0.0.17.015	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	10 000 000
4.2.1.0.0.17.016	DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS	3 000 000
4.2.1.0.0.17.017	CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION	5 000 000
4.2.1.0.0.17.018	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	2 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	174 500 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	
4.2.1.0.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	2 300 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2016
4.2.1.0.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA	2 700 000
4.2.1.0.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	1 550 000
4.2.1.0.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	1 700 000
4.2.1.0.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	1 500 000
4.2.1.0.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	2 100 000
4.2.1.0.0.20.007	DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	19 400 000
4.2.1.0.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	2 800 000
4.2.1.0.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	3 300 000
4.2.1.0.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	4 500 000
4.2.1.0.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	2 800 000
4.2.1.0.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	3 300 000
4.2.1.0.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	3 300 000
4.2.1.0.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	4 200 000
4.2.1.0.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	7 400 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	62 850 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	
4.2.1.0.0.21.001	COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA	13 000 000
4.2.1.0.0.21.002	COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT	5 300 000
4.2.1.0.0.21.003	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	12 000 000
4.2.1.0.0.21.005	COMPLEXE SPORTIF DE FES	2 000 000
4.2.1.0.0.21.006	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	6 000 000
4.2.1.0.0.21.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	5 000 000
4.2.1.0.0.21.008	SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES	500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	43 800 000
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	
4.2.1.0.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES	20 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	20 000 000
	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	
4.2.1.0.0.26.001	DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-
4.2.1.0.0.26.002	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES	450 000
4.2.1.0.0.26.003	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH	400 000
4.2.1.0.0.26.004	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES	400 000
4.2.1.0.0.26.005	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	450 000
4.2.1.0.0.26.006	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	400 000
4.2.1.0.0.26.007	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE	400 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	2 500 000
	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	
4.2.1.0.0.27.001	ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA	3 306 000
4.2.1.0.0.27.002	ECOLE DES MINES DE MARRAKECH	3 580 000
4.2.1.0.0.27.003	DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE	45 000 000
4.2.1.0.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	600 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2016
4.2.1.0.0.27.005	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	500 000 52 986 000
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	
4.2.1.0.0.28.001	SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT	45 000 000
4.2.1.0.0.28.002	SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	4 000 000 49 000 000
	MINISTERE DE LA CULTURE	
4.2.1.0.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	2 300 000
4.2.1.0.0.29.002	INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT	300 000
4.2.1.0.0.29.003	INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN	200 000
4.2.1.0.0.29.004	THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE	1 500 000 4 300 000
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES	
4.2.1.0.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES	200 000 200 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	
4.2.1.0.0.33.001	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	- -
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	
4.2.1.0.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	20 000 000
4.2.1.0.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	151 378 000
4.2.1.0.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	46 922 000
4.2.1.0.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	44 986 000
4.2.1.0.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE	8 962 000
4.2.1.0.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA	6 967 000
4.2.1.0.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM	16 428 000
4.2.1.0.0.34.008	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR	28 903 000
4.2.1.0.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	3 000 000
4.2.1.0.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	2 474 000
4.2.1.0.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	- 330 020 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	
4.2.1.0.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	18 360 000
4.2.1.0.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	3 400 000
4.2.1.0.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	5 301 000 27 061 000

Code	Désignation	Crédits pour l'année budgétaire 2016
	HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	
4.2.1.0.0.45.002	SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS	14 000 000
4.2.1.0.0.45.003	PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA	-
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	14 000 000
	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	
4.2.1.0.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE	25 000 000
4.2.1.0.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	4 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	29 000 000
	MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	
4.2.1.0.0.48.001	SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI	-
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	-
	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	
4.2.1.0.0.51.001	SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE	5 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	5 500 000
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME	2 224 957 000

TABLEAU (F)
(Article 62)
REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016
(En dirhams)

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
	CHEF DU GOUVERNEMENT			
4.2.2.0.0.04.001	ROYAL GOLF DAR ES SALAM	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT	-	-	-
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES			
4.2.2.0.0.06.002	CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES	-	-	-
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION			
4.2.2.0.0.07.002	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	-	-	-
	MINISTERE DE L'INTERIEUR			
4.2.2.0.0.08.001	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	-	-	-
4.2.2.0.0.08.002	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL	-	-	-
4.2.2.0.0.08.003	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - MEKNES	-	-	-
4.2.2.0.0.08.004	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT-SALE-KENITRA	-	-	-
4.2.2.0.0.08.005	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA	-	-	-
4.2.2.0.0.08.006	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CASABLANCA-SETTAT	-	-	-
4.2.2.0.0.08.007	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH-SAFI	-	-	-
4.2.2.0.0.08.008	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DRÂA-TAFILALET	-	-	-
4.2.2.0.0.08.009	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS-MASSA	-	-	-
4.2.2.0.0.08.010	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM-OUED NOUN	-	-	-
4.2.2.0.0.08.011	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAÏYOUNE-SAKIA EL HAMRA	-	-	-
4.2.2.0.0.08.012	CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DAKHLA-OUED ED-DAHAB	-	-	-
4.2.2.0.0.08.018	DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR	-	-	-
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION			
4.2.2.0.0.09.002	INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	2 610 000	-	2 610 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
4.2.2.0.0.09.003	INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA	6 500 000	-	6 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION	9 110 000	-	9 110 000
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
4.2.2.0.0.11.002	DIVISION DE LA COOPERATION	-	-	-
4.2.2.0.0.11.003	DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-	-	-
	MINISTERE DE LA SANTE			
4.2.2.0.0.12.001	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUARZAZATE	700 000	-	700 000
4.2.2.0.0.12.002	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL INEZGANE-AIT MELLOUL	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.12.003	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAROUDANT	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.004	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TIZNIT	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.005	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL KELAA DES SRAGHNA	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.12.006	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSAOUIRA	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.12.007	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL JADIDA	950 000	-	950 000
4.2.2.0.0.12.008	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SAFI	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.009	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHOURIBGA	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.12.010	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SETTAT	550 000	-	550 000
4.2.2.0.0.12.012	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOULEMANE	400 000	-	400 000
4.2.2.0.0.12.013	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SEFROU	400 000	-	400 000
4.2.2.0.0.12.014	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KENITRA	1 300 000	-	1 300 000
4.2.2.0.0.12.015	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI KACEM	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.016	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHEFCHAOUEN	550 000	-	550 000
4.2.2.0.0.12.017	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL LARACHE	700 000	-	700 000
4.2.2.0.0.12.018	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TANGER	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.12.019	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TETOUAN	1 500 000	-	1 500 000
4.2.2.0.0.12.020	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ERRACHIDIA	900 000	-	900 000
4.2.2.0.0.12.021	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL IFRANE	450 000	-	450 000
4.2.2.0.0.12.022	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHENIFRA	550 000	-	550 000
4.2.2.0.0.12.023	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HOCEIMA	900 000	-	900 000
4.2.2.0.0.12.024	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAZA	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.12.025	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FIGUIG	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.12.026	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NADOR	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.027	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERKANE	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.12.028	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUED-ED-DAHAB	400 000	-	400 000
4.2.2.0.0.12.029	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE	900 000	-	900 000
4.2.2.0.0.12.030	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAN-TAN	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.031	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE BENI MELLAL	650 000	-	650 000
4.2.2.0.0.12.032	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'AGADIR	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.033	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.12.035	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS AIN SEBAA HAY MOHAMMADI	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.036	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS EL FIDA MERS SOLTANE	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.037	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.12.038	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CASABLANCA	500 000	-	500 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
4.2.2.0.0.12.039	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MOHAMMEDIA	400 000	-	400 000
4.2.2.0.0.12.040	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SALE	450 000	-	450 000
4.2.2.0.0.12.041	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL SKHIRAT TEMARA	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.042	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL KHEMISSSET	650 000	-	650 000
4.2.2.0.0.12.045	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL MEKNES	1 800 000	-	1 800 000
4.2.2.0.0.12.046	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'OUJDA	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.12.047	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT	10 000 000	-	10 000 000
4.2.2.0.0.12.048	CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA	-	-	-
4.2.2.0.0.12.049	INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE	16 000 000	-	16 000 000
4.2.2.0.0.12.050	CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION	3 500 000	-	3 500 000
4.2.2.0.0.12.051	DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE	9 500 000	-	9 500 000
4.2.2.0.0.12.052	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHICHAOUA	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.053	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT HAY HASSANI	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.054	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOUNATE	400 000	-	400 000
4.2.2.0.0.12.055	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.056	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TAOURIRT	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.057	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.058	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENT AIN CHOCK	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.059	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BENSLIMANE	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.12.060	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TATA	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.061	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AL HAOUZ	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.062	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ZAGORA	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.063	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BOUJDOUR	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.064	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ASSA ZAQ	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.065	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM	400 000	-	400 000
4.2.2.0.0.12.066	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL ESSMARA	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.067	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS SIDI BERNOUSSI	400 000	-	400 000
4.2.2.0.0.12.068	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL NOUACEUR	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.12.069	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL AZILAL	350 000	-	350 000
4.2.2.0.0.12.070	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL EL HAJEB	350 000	-	350 000
4.2.2.0.0.12.071	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL M'DIQ FNIDEQ	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.12.072	ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE	5 000 000	-	5 000 000
4.2.2.0.0.12.073	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL JRADA	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.074	CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DES ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SICK	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.12.075	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES	1 500 000	-	1 500 000
4.2.2.0.0.12.076	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL TINGHIR	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.077	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI IFNI	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.078	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI SLIMANE	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.079	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL OUEZZANE	450 000	-	450 000
4.2.2.0.0.12.080	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL BERRECHID	850 000	-	850 000
4.2.2.0.0.12.081	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL RHAMNA	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.082	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL SIDI BENNOUR	150 000	-	150 000
4.2.2.0.0.12.083	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL YOUSOUFIA	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.084	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL FKIH BEN SALAH	250 000	-	250 000
4.2.2.0.0.12.085	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL MIDELT	300 000	-	300 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
4.2.2.0.0.12.086	CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL GUERCIF	250 000	-	250 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE	84 000 000	-	84 000 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
4.2.2.0.0.13.003	SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION	-	-	-
4.2.2.0.0.13.005	TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME	-	-	-
4.2.2.0.0.13.006	DIVISION ADMINISTRATIVE	-	-	-
4.2.2.0.0.13.007	ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	-	-
	MINISTERE DU TOURISME			
4.2.2.0.0.14.001	INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER	1 100 000	-	1 100 000
4.2.2.0.0.14.002	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA	2 650 000	-	2 650 000
4.2.2.0.0.14.003	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR	2 000 000	-	2 000 000
4.2.2.0.0.14.004	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.14.005	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD	500 000	-	500 000
4.2.2.0.0.14.006	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.14.007	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH	1 400 000	-	1 400 000
4.2.2.0.0.14.008	INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.14.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.14.010	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE	500 000	-	500 000
4.2.2.0.0.14.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.14.012	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH	500 000	-	500 000
4.2.2.0.0.14.013	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE	500 000	-	500 000
4.2.2.0.0.14.014	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA	500 000	-	500 000
4.2.2.0.0.14.015	CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT	500 000	-	500 000
4.2.2.0.0.14.016	INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS	2 250 000	-	2 250 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME	17 000 000	-	17 000 000
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT			
4.2.2.0.0.16.001	DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	-	-	-
	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE			
4.2.2.0.0.17.002	CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES	5 000 000	2 000 000	7 000 000
4.2.2.0.0.17.003	SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.17.004	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.17.005	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.17.006	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.17.007	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES	1 000 000	-	1 000 000

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
4.2.2.0.0.17.008	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.17.009	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.17.010	SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR	3 000 000	-	3 000 000
4.2.2.0.0.17.011	INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.17.012	INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES	10 000 000	-	10 000 000
4.2.2.0.0.17.013	DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE	500 000 000	100 000 000	600 000 000
4.2.2.0.0.17.014	SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	300 000	-	300 000
4.2.2.0.0.17.015	DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE	25 000 000	10 000 000	35 000 000
4.2.2.0.0.17.016	DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS	500 000	-	500 000
4.2.2.0.0.17.017	CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION	20 000 000	8 000 000	28 000 000
4.2.2.0.0.17.018	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE	4 500 000	-	4 500 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE	576 300 000	120 000 000	696 300 000
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME			
4.2.2.0.0.20.001	INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE	-	-	-
4.2.2.0.0.20.002	INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA	-	-	-
4.2.2.0.0.20.003	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA	-	-	-
4.2.2.0.0.20.004	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET	-	-	-
4.2.2.0.0.20.005	INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR	-	-	-
4.2.2.0.0.20.006	ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA	-	-	-
4.2.2.0.0.20.007	DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	3 700 000	-	3 700 000
4.2.2.0.0.20.008	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.20.009	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI	600 000	-	600 000
4.2.2.0.0.20.010	INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES	800 000	-	800 000
4.2.2.0.0.20.011	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN	-	-	-
4.2.2.0.0.20.012	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE	350 000	-	350 000
4.2.2.0.0.20.013	INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -	350 000	-	350 000
4.2.2.0.0.20.014	ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS	8 000 000	1 900 000	9 900 000
4.2.2.0.0.20.015	SERVICE DES LYCEES AGRICOLES	10 000 000	-	10 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	24 000 000	1 900 000	25 900 000
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
4.2.2.0.0.21.001	COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA	-	-	-
4.2.2.0.0.21.002	COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT	-	-	-
4.2.2.0.0.21.003	INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	-	-	-
4.2.2.0.0.21.005	COMPLEXE SPORTIF DE FES	-	-	-
4.2.2.0.0.21.006	SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES	-	-	-
4.2.2.0.0.21.007	COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA	-	-	-
4.2.2.0.0.21.008	SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	-	-	-

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
	MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES			
4.2.2.0.0.23.001	DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES	- -	- -	- -
	MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE			
4.2.2.0.0.26.001	DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-	-	-
4.2.2.0.0.26.002	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.26.003	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.26.004	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.26.005	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT	200 000	-	200 000
4.2.2.0.0.26.006	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE	230 000	-	230 000
4.2.2.0.0.26.007	INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	250 000 1 280 000	- -	250 000 1 280 000
	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT			
4.2.2.0.0.27.001	ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA	190 000	-	190 000
4.2.2.0.0.27.002	ECOLE DES MINES DE MARRAKECH	1 380 000	-	1 380 000
4.2.2.0.0.27.003	DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE	35 000 000	30 000 000	65 000 000
4.2.2.0.0.27.004	LABORATOIRE NATIONAL DES ETUDES ET DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION	1 500 000	-	1 500 000
4.2.2.0.0.27.005	SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	500 000 38 570 000	- 30 000 000	500 000 68 570 000
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
4.2.2.0.0.28.001	SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT	1 000 000	-	1 000 000
4.2.2.0.0.28.002	SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	- 1 000 000	- -	- 1 000 000
	MINISTERE DE LA CULTURE			
4.2.2.0.0.29.001	IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL	-	-	-
4.2.2.0.0.29.002	INSTITUT NATIONAL D'ARCHEOLOGIE ET DU PATRIMOINE DE RABAT	-	-	-
4.2.2.0.0.29.003	INSTITUT NATIONAL DES BEAUX-ARTS DE TETOUAN	-	-	-
4.2.2.0.0.29.004	THEATRE MOHAMMED VI D'OUJDA TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE	- -	- -	- -
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES			
4.2.2.0.0.31.004	DIVISION DE LA FORMATION TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES	- -	- -	- -

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION			
4.2.2.0.0.33.001	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	-	-	-
	ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE			
4.2.2.0.0.34.001	CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE	3 000 000	-	3 000 000
4.2.2.0.0.34.002	HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT	-	-	-
4.2.2.0.0.34.003	HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH	-	-	-
4.2.2.0.0.34.004	HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES	-	-	-
4.2.2.0.0.34.005	HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE	-	-	-
4.2.2.0.0.34.006	HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA	-	-	-
4.2.2.0.0.34.007	HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM	-	-	-
4.2.2.0.0.34.008	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR	-	-	-
4.2.2.0.0.34.009	CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA	-	-	-
4.2.2.0.0.34.010	UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE	-	-	-
4.2.2.0.0.34.011	ETABLISSEMENT CENTRAL DE GESTION ET DE STOCKAGE DES MATERIELS	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE	3 000 000	-	3 000 000
	HAUT COMMISSARIAT AU PLAN			
4.2.2.0.0.42.001	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	5 000 000	-	5 000 000
4.2.2.0.0.42.002	CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION	4 000 000	-	4 000 000
4.2.2.0.0.42.003	ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION	9 700 000	4 000 000	13 700 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN	18 700 000	4 000 000	22 700 000
	HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION			
4.2.2.0.0.45.002	SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS	-	-	-
4.2.2.0.0.45.003	PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	-	-	-
	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL			
4.2.2.0.0.46.001	ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE	7 300 000	-	7 300 000
4.2.2.0.0.46.002	INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME	1 000 000	-	1 000 000
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	8 300 000	-	8 300 000
	MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL			
4.2.2.0.0.48.001	SERVICE DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI	-	-	-
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL	-	-	-

Code	Désignation	Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2016	Crédits d'engagement pour 2017 et suivants	TOTAL
4.2.2.0.0.51.001	DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION SERVICE DES UNITES DE FORMATION ARTISTIQUE ET ARTISANALE TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION	- -	- -	- -
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME	781 260 000	155 900 000	937 160 000

TABLEAU (G)
(Article 63)
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2016
(En dirhams)

Code	DESIGNATION DES COMPTES	Dépenses pour l'année budgétaire 2016
3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
3.2.0.0.1.00.001	Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel	90 000 000
3.2.0.0.1.00.003	Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité	5 000 000
3.2.0.0.1.00.004	Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse	Mémoire
3.2.0.0.1.00.005	Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes	710 000 000
3.2.0.0.1.00.006	Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain	114 000 000
3.2.0.0.1.00.008	Fonds de développement industriel et des investissements	1 727 785 000
3.2.0.0.1.04.005	Fonds de service universel de télécommunications	300 000 000
3.2.0.0.1.04.006	Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain	3 095 996 000
3.2.0.0.1.04.007	Fonds de mise à niveau sociale	Mémoire
3.2.0.0.1.06.001	Fonds spécial pour le soutien des juridictions	400 000 000
3.2.0.0.1.06.002	Fonds d'entraide familiale	160 000 000
3.2.0.0.1.08.003	Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès	Mémoire
3.2.0.0.1.08.004	Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A	23 789 143 000
3.2.0.0.1.08.005	Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile	200 000 000
3.2.0.0.1.08.006	Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions	4 192 404 000
3.2.0.0.1.08.008	Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage	566 500 000
3.2.0.0.1.08.009	Fonds de soutien à la sûreté nationale	30 000 000
3.2.0.0.1.08.010	Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage	508 427 000
3.2.0.0.1.08.011	Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées	714 000 000
3.2.0.0.1.08.012	Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles	200 000 000
3.2.0.0.1.08.013	Fonds de solidarité interrégionale	Mémoire
3.2.0.0.1.09.002	Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique	370 000 000
3.2.0.0.1.10.001	Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique	22 500 000
3.2.0.0.1.12.001	Fonds spécial de la pharmacie centrale	1 000 000 000
3.2.0.0.1.13.003	Fonds de remploi domanial	1 440 000 000
3.2.0.0.1.13.004	Fonds spécial du produit des loteries	100 000 000
3.2.0.0.1.13.006	Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance	Mémoire
3.2.0.0.1.13.008	Masse des services financiers	350 000 000
3.2.0.0.1.13.009	Fonds de la réforme agraire	10 000 000
3.2.0.0.1.13.012	Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères	Mémoire
3.2.0.0.1.13.017	Fonds spécial de la zakat	Mémoire
3.2.0.0.1.13.018	Fonds de solidarité des assurances	567 000 000
3.2.0.0.1.13.019	Fonds de soutien à certains promoteurs	Mémoire
3.2.0.0.1.13.021	Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires	800 000 000
3.2.0.0.1.13.022	Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat	Mémoire
3.2.0.0.1.13.024	Fonds d'appui à la cohésion sociale	4 200 000 000
3.2.0.0.1.13.025	Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe	Mémoire
3.2.0.0.1.13.026	Fonds de lutte contre la fraude douanière	390 000 000
3.2.0.0.1.13.027	Fonds provenant des dépôts au Trésor	360 000 000

Code	DESIGNATION	Dépenses pour l'année budgétaire 2016
3.2.0.0.1.17.001	Fonds spécial routier	2 500 000 000
3.2.0.0.1.17.003	Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire	16 000 000
3.2.0.0.1.20.005	Fonds de développement agricole	500 000 000
3.2.0.0.1.20.006	Fonds de développement de la pêche maritime	80 000 000
3.2.0.0.1.20.007	Fonds pour le développement rural et des zones de montagne	1 324 000 000
3.2.0.0.1.21.001	Fonds national du développement du sport	800 000 000
3.2.0.0.1.27.001	Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales	Mémoire
3.2.0.0.1.27.002	Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable	200 000 000
3.2.0.0.1.27.003	Fonds de développement énergétique	Mémoire
3.2.0.0.1.29.001	Fonds national pour l'action culturelle	20 000 000
3.2.0.0.1.30.002	Fonds solidarité habitat et intégration urbaine	2 000 000 000
3.2.0.0.1.33.001	Fonds de modernisation de l'Administration publique	10 000 000
3.2.0.0.1.34.001	Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale	200 000 000
3.2.0.0.1.34.002	Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale	50 000 000
3.2.0.0.1.45.001	Fonds national forestier	500 000 000
3.2.0.0.1.45.003	Fonds de la chasse et de la pêche continentale	16 000 000
3.2.0.0.1.50.001	Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration	30 000 000
3.2.0.0.1.51.001	Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires	120 000 000
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE	54 778 755 000
	3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	
3.2.0.0.4.13.021	Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods	500 000
3.2.0.0.4.13.022	Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques	196 500 000
3.2.0.0.4.13.023	Compte d'adhésion aux institutions multilatérales	931 400 000
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	1 128 400 000
	3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	
3.2.0.0.5.13.001	Différence de change sur ventes et achats de devises	Mémoire
3.2.0.0.5.13.003	Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs	Mémoire
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	Mémoire
	3.7- COMPTES DE FINANCEMENT	
3.2.0.0.7.13.017	Prêts aux collectivités territoriales	Mémoire
3.2.0.0.7.13.019	Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires	Mémoire
3.2.0.0.7.13.020	Prêts à l'Office national de l'eau potable	Mémoire
3.2.0.0.7.13.059	Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation	Mémoire
3.2.0.0.7.13.063	Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité	Mémoire
3.2.0.0.7.13.064	Prêts aux établissements bancaires	Mémoire
3.2.0.0.7.13.065	Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat	Mémoire
3.2.0.0.7.13.066	Prêts à la société de financement "JAIDA"	Mémoire
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE FINANCEMENT	Mémoire
	3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS	
3.2.0.0.9.04.002	Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes	Mémoire

Code	DESIGNATION	Dépenses pour l'année budgétaire 2016
3.2.0.0.9.34.001	Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales	10 800 000 000
3.2.0.0.9.34.002	Fonds de la Direction générale des études et de la documentation	Mémoire
3.2.0.0.9.42.001	Fonds de relations publiques	500 000
	TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS	10 800 500 000
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	66 707 655 000